

# France

La **France** [fʁɑ̃s], en abrégé **RF**, en forme longue la **République française**, est une république constitutionnelle unitaire dont la majeure partie du territoire et de la population est située en Europe occidentale, mais qui comprend également plusieurs territoires répartis dans les Amériques, l'Océan Indien et le Pacifique. Elle a pour capitale Paris, pour langue officielle le français et pour monnaie l'euro. Sa devise est *Liberté, Égalité, Fraternité*, et son drapeau est constitué de trois bandes verticales respectivement bleue, blanche et rouge. Son hymne est la Marseillaise.




Pays ancien formé au Haut Moyen Âge, la France joue un rôle important dans l'histoire mondiale par l'influence de sa culture et de ses valeurs démocratiques et républicaines, par la colonisation qu'elle a menée en Amérique, en Asie, en Océanie et en Afrique, et par son rôle pionnier dans la construction de l'Union européenne. Elle est une puissance nucléaire, et l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

Peuplée de 65,4 millions d'habitants (janvier 2010), la France est en 2009 la cinquième puissance économique mondiale aux taux de change du marché. Son économie, de type capitaliste avec une intervention étatique assez forte, fait d'elle un des leaders mondiaux dans les secteurs de l'agroalimentaire, de l'aéronautique, de l'automobile, des produits de luxe, du tourisme et du nucléaire.

## Sommaire

### 1 Géographie

#### 1.1 Localisation et frontières

République française (fr)	
	
(Drapeau de la France)	(Armoiries de la France)
Devise nationale : <i>Liberté, Égalité, Fraternité</i>	
	
<b>Langue officielle</b>	français
<b>Capitale</b>	Paris 48°52'N 2°19.59'E
<b>Plus grandes villes, classées par aire urbaine</b>	Paris, Lyon, Marseille, Lille, Toulouse, Nice, Bordeaux, Nantes, Strasbourg.
<b>Forme de l'État</b>	République
- Président de la République	Nicolas Sarkozy
- Premier ministre	François Fillon
<b>Superficie</b>	Classé 41 <sup>e</sup>
- Totale	675 417 <sup>note 1</sup> km <sup>2</sup>
- Eau (%)	0,26 %
<b>Population</b>	Classé 21 <sup>e</sup>
- Totale (janvier 2011)	65 800 000 <sup>note 2, 11</sup> hab.
- Densité	97 <sup>note 3</sup> hab./km <sup>2</sup>
<b>Gentilé</b>	Français, Française
<b>PIB (PPA) (2009)</b>	2 108 milliards USD (8 <sup>e</sup> )

- 1.2 Géologie, topographie, hydrographie
- 1.3 Climat
- 1.4 Paysages et environnement
- 1.5 Répartition spatiale des hommes et des activités
- 1.6 Axes de communication et transports
- 2 Histoire
  - 2.1 Préhistoire, Protohistoire et Antiquité
  - 2.2 Naissance, crises et transformations du Royaume de France au Moyen Âge
  - 2.3 Renaissance et absolutisme (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)
  - 2.4 Le siècle des révolutions (1789 - début XX<sup>e</sup> siècle)
  - 2.5 La France dans les deux Guerres mondiales
  - 2.6 La France depuis la Libération
- 3 Politique et administration
  - 3.1 Organisation des pouvoirs
  - 3.2 Découpage territorial et décentralisation
  - 3.3 France d'outre-mer
  - 3.4 Tendances politiques, partis et élections
  - 3.5 Dirigeants actuels
  - 3.6 Finances publiques
  - 3.7 Protection sociale
  - 3.8 Défense
  - 3.9 Appartenance à des organisations internationales
  - 3.10 Politique étrangère et diplomatie
  - 3.11 Symboles républicains
- 4 Population et société
  - 4.1 Démographie
  - 4.2 Immigration, population étrangère et minorités visibles
  - 4.3 Famille, sexualité et égalité des sexes
  - 4.4 Langues
  - 4.5 Religions
  - 4.6 Éducation
  - 4.7 Santé
  - 4.8 Médias
  - 4.9 Sport
  - 4.10 Engagement associatif, syndical et politique
  - 4.11 Image de la France et des Français
- 5 Économie

<b>PIB (nominal)</b> (2009)	2 675 milliards USD (5 <sup>e</sup> )
<b>IDH</b> (2010)	▲ 0,872 <sup>2</sup> (très élevé) (14 <sup>e</sup> )
<b>Monnaie</b>	Euro et Franc CFP <sup>note 4</sup> (EUR)
<b>Fuseau horaire</b>	UTC +1 (CET) ;  heure d'été : UTC+2 (CEST)
<b>Hymne national</b>	<i>La Marseillaise</i>
<b>Domaine internet</b>	.fr <sup>note 5</sup>
<b>Indicatif téléphonique</b>	+33

- 5.1 Revenus de la population et développement humain
- 5.2 Emploi
- 5.3 Principaux secteurs d'activité
  - 5.3.1 Agriculture et agro-alimentaire
  - 5.3.2 Industrie
  - 5.3.3 Énergie
  - 5.3.4 Commerce et artisanat
  - 5.3.5 Tourisme
  - 5.3.6 Recherche
  - 5.3.7 Finance et assurance
- 5.4 Place de la France dans l'économie mondiale
- 6 Patrimoine culturel
  - 6.1 Patrimoine architectural
  - 6.2 Patrimoine artistique et événements culturels
  - 6.3 Une longue tradition scientifique
  - 6.4 Gastronomie
  - 6.5 Rayonnement culturel international
- 7 Compléments
  - 7.1 Notes
  - 7.2 Codes
  - 7.3 Bibliographie
  - 7.4 Liens externes
- 8 Références

## **Géographie**

### **Localisation et frontières**

---

La France métropolitaine est située à l'une des extrémités occidentales de l'Europe. Elle est bordée par la mer du Nord au nord, la Manche au nord-ouest, l'océan Atlantique à l'ouest et la mer Méditerranée au sud-est. Elle est frontalière de la Belgique et du Luxembourg au nord-est, de l'Allemagne et de la Suisse à l'est, de l'Italie et de Monaco au sud-est, de l'Espagne et d'Andorre au sud-ouest. Si les frontières du sud du pays correspondent à des massifs montagneux, les frontières du nord-est ne correspondent à aucune limite géographique<sup>note 6</sup> ni linguistique<sup>note 7</sup>. La France métropolitaine comprend plusieurs îles, notamment la Corse.



Carte physique simplifiée de la France métropolitaine.

La France possède également de nombreux territoires situés en-dehors du continent européen, couramment appelés France d'outre-mer ou DOM-TOM, qui lui permettent d'être présente dans tous les océans. Ces territoires aux statuts variés, sont<sup>7</sup> :

- sur le continent sud-américain : la Guyane ;
- dans l'océan Atlantique : la Guadeloupe, la Martinique, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy ;
- dans l'océan Pacifique : la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Clipperton ;
- dans l'océan Indien : la Réunion, Mayotte, les Îles Éparses, les Îles Crozet, les Îles Kerguelen, Saint-Paul-et-Amsterdam ;
- en Antarctique : la Terre Adélie<sup>note 8</sup>.

La superficie de la France est de 670 922 km<sup>2</sup>, ou 547 030 sans comptabiliser l'outre-mer<sup>4</sup>. Elle est le 41<sup>e</sup> plus grand État du monde par sa surface terrestre<sup>4</sup> et le deuxième par sa zone économique exclusive<sup>5</sup>. Elle est en outre le troisième plus grand pays d'Europe, après la Russie et l'Ukraine (deuxième si on inclut les territoires hors d'Europe), et le plus grand de l'Union européenne<sup>4</sup>. Son territoire métropolitain continental s'étend sur environ 1 000 km du nord au sud et d'est en ouest. L'étendue de son littoral, outre-mer inclus, est de 8 245 km<sup>6</sup>.

## Géologie, topographie, hydrographie

Le territoire métropolitain de la France offre une grande variété d'ensembles topographiques et de paysages naturels<sup>b 1</sup>. De larges parties du territoire actuel de la France ont été soulevées lors de plusieurs épisodes tectoniques, notamment la surrection hercynienne à l'ère paléozoïque qui est à l'origine des massifs armoricain, central, morvandean, vosgien, ardennais et corse<sup>b 2</sup>. Les massifs alpin, pyrénéen et jurassien sont eux beaucoup plus jeunes, et possèdent des formes moins érodées<sup>b 2</sup> — les Alpes culminent à 4 810 mètres d'altitude au Mont Blanc<sup>7</sup>.

Ces massifs délimitent plusieurs bassins sédimentaires, notamment le bassin aquitain au sud-ouest et le bassin parisien au nord<sup>b 2</sup> — ce dernier comprend plusieurs régions au sol particulièrement fertile, notamment les plateaux limoneux de la Beauce et de la Brie<sup>b 3</sup>. En outre, diverses voies de passage naturelles, telles que la vallée du Rhône, permettent des

communications aisées<sup>0 4</sup>. Les littoraux offrent des paysages assez contrastés ; il s'agit tantôt de retombées de massifs montagneux (la Côte d'Azur par exemple), de plateaux se terminant sur des falaises (la Côte d'Albâtre) ou de larges plaines sableuses (la plaine du Languedoc)<sup>b 5</sup>.

Le réseau hydrographique de la France est principalement organisé autour de quatre grands fleuves, la Loire, la Seine, la Garonne et le Rhône<sup>b 6</sup>, auxquels on peut ajouter la Meuse et le Rhin, moins importants en France mais majeurs à l'échelle européenne. Le bassin versant français des quatre premiers correspond à plus de 62 % du territoire métropolitain<sup>b 6</sup>.

## Climat

Le climat de la France métropolitaine est tempéré<sup>b 7</sup>, influencé par l'anticyclone des Açores comme le reste de l'Europe de l'Ouest<sup>8</sup>, avec des variantes régionales ou locales assez marquées. La typologie actuelle retient six grands domaines climatiques<sup>b 7</sup> :

- le quart nord-ouest du pays appartient au domaine breton, avec ses nuances parisiennes et flamandes ; celui-ci est caractérisé par des températures douces, une amplitude thermique faible et des précipitations relativement importantes ;
- au sud de celui-ci, le domaine aquitain reprend les caractéristiques du domaine breton, mais avec des températures plus élevées ;
- au nord-est du pays, le domaine lorrain possède des caractéristiques semi-continentales, avec un hiver froid et des précipitations plus faibles qu'à l'ouest ;
- au bord de la mer Méditerranée, le domaine provençal connaît un ensoleillement important, des étés chauds et secs et des hivers doux et humides ;
- entre les domaines lorrain et provençal, le domaine danubien fait office de zone de transition, avec une amplitude thermique forte ;
- le domaine montagnard, qui correspond aux régions d'altitude élevée, est caractérisé par des hivers froids et humides aux précipitations nivales importantes.









Carte des grands domaines climatiques français.

Une grande partie de la France d'outre-mer est en revanche soumise à des climats tropicaux (avec de fortes variantes)<sup>b 8</sup>, auxquels il faut ajouter les exceptions guyanaise (climat équatorial)<sup>9</sup>, de Saint-Pierre-et-Miquelon (climat océanique)<sup>10</sup> et des Terres australes et antarctiques françaises (climats polaire et océanique)<sup>11</sup>.

La France métropolitaine connaît des événements climatiques aux conséquences importantes : des tempêtes (celles de décembre 1999 ont abattu 7 % des arbres des forêts françaises<sup>b 9</sup>), des canicules (la canicule européenne de 2003 fit 15 000 morts<sup>b 9</sup>), des incendies et des inondations.

La température moyenne en France s'est élevée de 0,1 °C en moyenne par décennie au cours du

Données climatiques de quelques villes françaises

	Température moyenne en janvier 	Température moyenne en juillet 	Précipitations, en millimètres par an 	Ensoleillement, en heures par an 	Neige, en jours par an 
<b>Ajaccio</b>	8,7	22,6	646	2 726	2
<b>Bordeaux</b>	5,5	19,9	923	1 992	4
<b>Bourg-Saint-Maurice</b>	-1,3	17,7	971	1 957	55
<b>Brest</b>	5,9	15,7	1 109	1 492	9
<b>Lille</b>	2,6	17,2	687	1 617	19
<b>Lyon</b>	2,9	21	825	1 932	20
<b>Millau</b>	3,5	20,1	757	2 121	31
<b>Nice</b>	7,6	22,9	767	2 668	1
<b>Paris</b>	3,5	18,7	642	1 630	15
<b>Strasbourg</b>	0,9	18,8	610	1 633	30
<b>Fort-de-France (Martinique)</b>	24,9	27,5	2 089	N.C.	N.C.
<b>Papeete (Polynésie française)</b>	26,7	24,7	1 743	N.C.	N.C.
<b>Saint-Denis (Réunion)</b>	26,1	21,1	1 674	N.C.	N.C.
Sources : linternaute.com ( <a href="http://www.linternaute.com/ville/">http://www.linternaute.com/ville/</a> ), levoyageur.net ( <a href="http://www.levoyageur.net/climat.php">http://www.levoyageur.net/climat.php</a> ) <sup>b 11</sup> .					

## Paysages et environnement

La France métropolitaine possède une grande variété de paysages, entre des plaines agricoles ou boisées, des chaînes de montagnes plus ou moins érodées, des littoraux diversifiés et des vallées mêlant villes et espaces néo-naturels. La France d’outre-mer possède quant à elle une importante biodiversité, par exemple dans la forêt équatoriale guyanaise ou dans les lagons de Nouvelle-Calédonie<sup>13</sup>. La France est un des pays les plus boisés d’Europe occidentale, les forêts occupant 28 % de la surface nationale<sup>b 11</sup>.



Le massif alpin du Mont-Blanc.



La pointe du Van, à l'extrémité occidentale de la Bretagne.



Le village d'Usson, perché sur une butte volcanique du Massif central.



La plage de Sainte-Anne, en Guadeloupe.

Cette diversité des paysages et des écosystèmes est menacée par la fragmentation écologique des milieux par un dense réseau routier<sup>14</sup>, par l'artificialisation des côtes et par la pollution de son eau et de ses sols. Un tiers des eaux de surface sont de très mauvaise qualité, principalement à cause des pollutions industrielles<sup>b 12</sup> ; les pollutions agricoles liées à l'usage d'engrais et de pesticides ont quant à elles fortement détérioré la qualité des nappes phréatiques dans plusieurs régions, en particulier la Bretagne<sup>b 13</sup>. La littoralisation du peuplement et des activités<sup>b 14</sup> entraîne une extension et une densification du bâti sur les côtes<sup>b 15</sup>, malgré la loi littoral de 1986 et l'intervention du Conservatoire du littoral<sup>b 16</sup> et le caractère inondable de certains secteurs. Quant aux infrastructures de transport, notamment routières, elles exposent leur riverains à une pollution atmosphérique, sonore et visuelle importante<sup>14</sup>.

Néanmoins, les pouvoirs publics tentent depuis plusieurs décennies de répondre à ces défis environnementaux. Aux réserves naturelles et aux parcs nationaux se sont ajoutés depuis 1968 les parcs naturels régionaux<sup>15</sup>, qui mêlent conservation et mise en valeur du patrimoine naturel et culturel<sup>c 1</sup> et couvrent en 2007 13 % du territoire français<sup>16</sup>. Six agences de l'eau ont été mises en place pour gérer et protéger les ressources en eau du pays<sup>b 12</sup>. Grâce à une politique de limitation de l'usage des produits pétroliers et à l'importance de l'énergie nucléaire, les émissions françaises de CO<sub>2</sub> par tête sont inférieures à celles de la plupart de ses voisins européens, et *a fortiori* de celles des États-Unis<sup>17</sup>. Cependant, selon une étude du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer publiée en 2010, « sur plusieurs points, le bilan environnemental demeure préoccupant, voire se détériore »<sup>18</sup>.

## Répartition spatiale des hommes et des activités

La France métropolitaine est marquée par des déséquilibres spatiaux multiples. D'une part, la France possède l'originalité d'avoir une capitale sept fois plus peuplée que la deuxième aire urbaine du pays<sup>note 9</sup>, et qui regroupe un quart des étudiants<sup>2</sup> et la quasi-totalité des sièges de grandes entreprises du pays<sup>19</sup>. D'autre part, la ligne Le Havre - Marseille est souvent considérée comme la limite entre un est à l'industrie et à l'urbanisation anciennes, et un ouest longtemps resté agricole et qui bénéficie aujourd'hui d'un important essor démographique et économique<sup>n 1</sup>. Enfin, des Ardennes, au nord-est, aux Landes, au sud-ouest, se dessine une « Diagonale des faibles densités », caractérisée par un peuplement faible comparé au reste du pays et une économie souvent en difficulté<sup>20</sup>.

Après un long exode rural au XIX<sup>e</sup> siècle et jusque dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>n 2</sup>, le solde migratoire des campagnes françaises est redevenu positif dans les années 1990<sup>n 1</sup>. L'essentiel de la croissance urbaine se fait dans les zones périurbaines, de plus en plus éloignées de l'agglomération-centre<sup>n 2</sup>. Le tableau ci-dessous liste les principales villes du pays en 2007, classées par défaut en fonction de la population de leur aire urbaine.



Carte synthétique de la répartition de la population en France. Sont indiquées les densités de population par département, les 18 aires urbaines de plus de 400 000 habitants, la ligne Le Havre-Marseille et les limites approximatives de la « diagonale du vide ».

- ☐ + de 5 000 hab/km²
- ☐ de 300 à 1 000 hab/km²
- ☐ de 100 à 250 hab/km²
- ☐ de 70 à 100 hab/km²
- ☐ de 40 à 70 hab/km²
- ☐ - de 40 hab/km²

Ville	Aire urbaine <sup>1 3</sup>	Commune <sup>1 4</sup>
Paris	11 836 970	2 193 030
Lyon	1 757 180	472 330
Marseille + Aix-en-Provence	1 618 369	852 395
Lille	1 163 934	225 789
Toulouse	1 118 472	439 453
Bordeaux	1 009 313	235 178
Nice	999 678	348 721
Nantes	768 305	283 025
Strasbourg	641 853	272 123
Toulon	600 740	166 537



## Axes de communication et transports

En raison de sa situation de carrefour, la France est un pays de passage<sup>b 17</sup>. Elle est en effet le passage obligé pour les hommes et les marchandises circulant par voie terrestre entre la péninsule Ibérique et le reste de l'Europe, et, depuis l'ouverture en 1994<sup>21</sup> du tunnel sous la Manche, entre le Royaume-Uni et le reste de l'Europe<sup>b 17</sup>. Héritages de l'histoire, les réseaux de transports français sont très centralisés autour de Paris<sup>b 18</sup> ; cette centralisation est particulièrement forte dans les transports ferroviaires et aériens, même si elle commence à diminuer<sup>22</sup>.



Un TGV Duplex sur la LGV Méditerranée.

Le principal moyen de transport utilisé en France est la route, qui représentait en 2007 respectivement 86,5 % et 79,9 % des trafics voyageurs et marchandises<sup>note 10, 23</sup>. La France compte plus d'un million de kilomètres de routes en 2005, dont la quasi-totalité sont revêtues<sup>24</sup>. Depuis la Libération, la France s'est dotée d'un réseau autoroutier étendu, qui totalise 10 991 km en 2007<sup>24</sup>. Depuis quelques décennies, les politiques publiques s'attachent à réduire les accidents mortels sur la route, principalement dus à la vitesse et à l'alcool<sup>1</sup> ; elles tâchent également de réduire la dépendance des Français vis-à-vis de la voiture, au profit d'autres moyens de transport moins polluants<sup>1</sup>.

Le réseau ferroviaire français, de son côté, date pour l'essentiel du milieu et de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; en 2009, il compte 29 473 km de lignes, dont plus de la moitié sont électrifiées<sup>25</sup>. L'essentiel du trafic est géré par l'entreprise publique SNCF, sur les lignes

appartenant au gestionnaire d'infrastructure Réseau ferré de France (RFF). Depuis les années 1980, le trafic voyageurs augmente en France, grâce d'une part à la prise en charge par les régions du trafic régional et local, et surtout à la naissance et à l'extension continue du réseau de lignes à grande vitesse parcouru par le TGV<sup>26</sup>. D'autre part, les principales villes du pays sont dotées d'un réseau ferroviaire urbain, de type métro, tramway ou RER ; le métro de Paris, né en 1900, forme l'un des réseaux les plus denses au monde<sup>27</sup>.

Quant au transport aérien, il est particulièrement centralisé : les deux aéroports parisiens de Roissy-Charles-de-Gaulle et Orly ont accueilli en 2008 plus de 87 millions de passagers, quand le premier aéroport de province, celui de Nice, en accueillait à peine plus de 10 millions<sup>28</sup>. Les aéroports de province sont en effet concurrencés par le TGV pour le trafic domestique, tandis que les aéroports parisiens accueillent la quasi-totalité du trafic long-courrier<sup>b 19</sup>. La France est le siège de la première compagnie aérienne (Air France-KLM<sup>29</sup>) et du premier constructeur aéronautique civil (Airbus<sup>b 20, note 11</sup>) européens.

D'autres modes de transport sont utilisés en France, mais ils sont plus marginaux. Le trafic fluvial assure une part négligeable du trafic voyageurs, et très secondaire du trafic marchandises, en raison principalement de l'inadaptation d'une grande partie du réseau au trafic moderne<sup>24</sup>. Le trafic maritime est plus important, mais les ports de Dunkerque, Le Havre, Nantes - Saint-

Nazaire et Bordeaux font pâle figure face à leurs rivaux de la Mer du Nord comme Rotterdam ou Anvers<sup>30</sup> ; seul le port de Marseille tire son épingle du jeu — Marseille est le premier port de la Méditerranée en tonnage expédié<sup>30</sup>. Quant au vélo, il connaît aujourd’hui une nouvelle jeunesse, notamment grâce à la préoccupation environnementale des Français et à la mise en place de systèmes de location de bicyclettes dans plusieurs villes du pays<sup>12</sup>.

## Histoire

La France actuelle occupe la plus grande partie des anciennes Gaules celtiques, conquises par Jules César au I<sup>er</sup> siècle av. J.-C., mais elle tire son nom des Francs, un peuple germanique qui s’y installa à partir du V<sup>e</sup> siècle. La France est un État à l’unification ancienne, et fut l’un des premiers pays de l’époque moderne à tenter une expérience démocratique.

### Préhistoire, Protohistoire et Antiquité

La présence humaine sur le territoire de la France actuelle remonte au Paléolithique inférieur ; les traces les plus anciennes de vie humaine datent d’il y a environ 1 800 000 ans<sup>e1</sup>. L’homme est alors confronté à un climat rude et variable, marqué par plusieurs ères glaciaires qui modifient son cadre de vie<sup>e1</sup>. La France compte un nombre important de grottes ornées du Paléolithique supérieur, dont l’une des plus célèbres est celle de Lascaux<sup>e1</sup> (Dordogne, -18 000 environ<sup>31</sup>).



Évolution du territoire de la France métropolitaine, de 985 à 1947.



Aurochs représentés dans la grotte de Lascaux, datés d’il y a au moins 18 000 ans<sup>31</sup>.

Vers -10 000, à la fin de la dernière ère glaciaire, le climat s’adoucit<sup>e1</sup>. À partir de -7 000 environ, cette partie de l’Europe occidentale entre dans le Néolithique et ses habitants se sédentarisent, même si l’évolution est différente selon les régions<sup>e2</sup>. Après un fort développement démographique et agricole aux IV<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> millénaires, la métallurgie fait son apparition à la fin du III<sup>e</sup> millénaire, d’abord avec le travail de l’or, du cuivre et du bronze, puis avec celui du fer au VIII<sup>e</sup> siècle<sup>e3</sup>.

En -600, des Grecs originaires de la ville de Phocée fondent la ville de Marseille, au bord de la

Méditerranée<sup>e4</sup> ; à la même époque, quelques peuples celtes pénètrent dans le territoire de la France actuelle, mais cette occupation ne se généralise à la France entière qu’entre les V<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> siècles av. J.-C.<sup>e5</sup>. La notion de Gaule apparaît alors ; elle correspond aux territoires de peuplement celte compris entre le Rhin, l’Atlantique et la Méditerranée<sup>e6</sup>. La Gaule est alors un pays prospère, dont la partie méridionale est de plus en plus soumise aux influences grecques et romaines<sup>e7</sup>.

À partir de -125, le sud de la Gaule est peu à peu conquis par la République romaine, qui y fonde les villes d'Aix-en-Provence, Toulouse et Narbonne<sup>e 8</sup>. En -58, Jules César se lance à la conquête du reste de la Gaule, et vainc en -52 une révolte menée par le chef gaulois Vercingétorix<sup>e 9</sup>. Les territoires nouvellement conquis sont répartis par Auguste en neuf provinces romaines, dont les principales sont la Narbonnaise au sud, l'Aquitaine au sud-ouest, la Lyonnaise au centre et la Belgique au nord<sup>e 10</sup>. De nombreuses villes sont fondées durant la période gallo-romaine, dont Lyon, appelée à être une capitale des Gaules<sup>e 11</sup> ; celles-ci sont conçues à l'image des villes romaines, avec un forum, un théâtre, un cirque, un amphithéâtre et des thermes<sup>e 12</sup>. La religion romaine se superpose aux cultes gaulois sans les faire disparaître, les divinités se confondant peu à peu dans un même syncrétisme<sup>e 13</sup>.

Au III<sup>e</sup> siècle, la Gaule romaine connaît une crise grave, le *limes*, frontière fortifiée protégeant l'Empire des incursions germaniques, étant franchi à plusieurs reprises par les Barbares<sup>e 14</sup>. Le pouvoir romain, pendant ce temps, semble chancelant : un Empire des Gaules est proclamé en 260 et échappe à la tutelle romaine jusqu'en 274<sup>e 15</sup>. Néanmoins, la situation s'améliore dans la première moitié du IV<sup>e</sup> siècle, qui est une période de renouveau et de prospérité pour la Gaule<sup>e 16</sup>. En 312, l'empereur Constantin I<sup>er</sup> se convertit au christianisme ; les chrétiens, persécutés jusque là, se multiplient<sup>e 17</sup>. Mais les invasions barbares reprennent à partir de la seconde moitié du IV<sup>e</sup> siècle<sup>e 18</sup> ; le 31 décembre 406, les Vandales, Suèves et Alains franchissent le Rhin et traversent la Gaule jusqu'en Espagne<sup>e 19</sup>. Au milieu du V<sup>e</sup> siècle, les Alamans et les Francs, deux peuples païens, s'installent au nord-est de la France actuelle et exercent une forte pression sur les généraux romains qui subsistent dans le nord-est de la Gaule<sup>e 20</sup>.

## Naissance, crises et transformations du Royaume de France au Moyen Âge

La conversion au christianisme du chef franc Clovis fait de lui l'allié de l'Église et lui permet de conquérir l'essentiel de la Gaule au tournant des V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècles<sup>e 21</sup>. La fusion des héritages gallo-romains, des apports germaniques et du christianisme est longue et difficile, les Francs constituant originellement une société guerrière aux lois très éloignées du droit romain et des principes chrétiens<sup>e 22</sup>. Tandis que la faiblesse démographique que connaît le Royaume des Francs entraîne un déclin des villes, le christianisme s'installe par la fondation d'églises rurales et surtout de très nombreux monastères<sup>e 23</sup>. Si le pouvoir de Clovis semblait originellement solide, la dynastie mérovingienne doit bientôt faire face à de graves difficultés<sup>e 24</sup> ; elle disparaît en 751 lorsque Pépin le Bref est sacré roi des Francs, fondant ainsi la dynastie carolingienne<sup>e 25</sup>.

Pépin le Bref et son fils Charlemagne agrandissent considérablement le royaume des Francs, qui s'étend à la fin du VIII<sup>e</sup> siècle sur plus d'un million de kilomètres carrés<sup>e 26</sup>. L'immense empire carolingien est contrôlé par



*Le baptême de Clovis, représenté dans la Sainte-Chapelle à Paris (anonyme).*

une administration centralisée basée à Aix-la-Chapelle, des comtes représentant Charlemagne dans tout l'empire et étant surveillés par les *missi dominici*<sup>e 27</sup>. Charlemagne, couronné en 800 empereur d'Occident relance les arts libéraux dans l'éducation, et le Palais d'Aix-la-Chapelle accueille une activité intellectuelle et artistique de haut niveau<sup>e 28</sup>. Néanmoins, après la mort de l'empereur, les comtes et les vassaux de celui-ci parviennent peu à peu à rendre leur fonction héréditaire, et les petits-fils de Charlemagne se partagent l'Empire au traité de Verdun (843) ; Charles obtient la Francie occidentale, qui correspond approximativement aux deux tiers occidentaux de la France actuelle et dont les frontières varieront peu jusqu'à la fin du Moyen Âge<sup>e 29</sup>. Le nouveau royaume doit toutefois affronter trois vagues d'invasions différentes aux IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles, menées par les musulmans, les Vikings et les Hongrois<sup>e 30</sup>. À la même époque, les pouvoirs des anciens comtes continuent d'augmenter tandis que le pouvoir royal diminue<sup>e 31</sup> ; une société féodale se met en place, caractérisée par sa division en trois ordres : le clergé, la noblesse et le Tiers état<sup>e 32</sup>.

En 987, Hugues Capet est élu roi<sup>note 12</sup> ; la monarchie redevient héréditaire<sup>e 33</sup>, et les Capétiens règnent sur la France pendant plus de 800 ans. Néanmoins, les premiers rois capétiens ne contrôlent directement qu'une portion très faible du territoire français, appelée le domaine royal, et certains de leurs vassaux sont beaucoup plus puissants qu'eux<sup>e 34</sup>. Au XII<sup>e</sup> siècle, le pouvoir royal commence à s'affirmer contre les princes du royaume, mais doit faire face à partir des années 1150 à la naissance d'un « empire Plantagenêt » regroupant dans un même ensemble l'Angleterre et le tiers ouest de la France<sup>e 35</sup>.

Le royaume capétien atteint un apogée au XIII<sup>e</sup> siècle, la monarchie reprenant le pouvoir qu'elle avait perdu<sup>e 36</sup> tandis que l'art et la culture français s'affirment en Europe<sup>e 37</sup>. Philippe Auguste (1180-1223) parvient à conquérir l'essentiel des possessions françaises des Plantagenêt, mettant temporairement fin à la menace anglaise et agrandissant considérablement le domaine royal par la même occasion<sup>e 38</sup>. Louis IX (1226-1270) se comporte en arbitre de la chrétienté et participe aux septième et huitième croisades, ce qui l'amènera à être très vite canonisé par l'Église catholique<sup>e 39</sup>.

Le XIV<sup>e</sup> et la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle voient la France plonger dans une crise grave, dont les expressions sont multiples<sup>e 40</sup>. La Guerre de Cent Ans, menée contre l'Angleterre et née d'un problème de succession à la tête du Royaume de France, ravage le pays<sup>e 41</sup>. Mais la crise des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles n'est pas seulement politique ou militaire : elle est aussi démographique — la peste noire tue à partir de 1347 au moins un tiers de la population du royaume<sup>note 13</sup> —, sociale — les insurrections paysannes et urbaines se multiplient —, économique et religieuse<sup>e 42</sup>. Mais la monarchie, si elle est également touchée par cette crise, n'en sort que renforcée : le pouvoir central, qui s'est déplacé dans la vallée de la Loire, se dote de nouvelles institutions et met en place une armée et un impôt permanents<sup>e 43</sup>.

## Renaissance et absolutisme (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)

À partir de 1494, les souverains français mènent de multiples guerres en Italie puis contre l'empereur Charles Quint<sup>32</sup>. Mais les règnes de François I<sup>er</sup> (1515-1547) et de son fils Henri II (1547-1559) sont surtout marqués par un renforcement du pouvoir royal, qui tend à devenir absolu<sup>33</sup>, et par une Renaissance littéraire et artistique fortement influencée par l'Italie<sup>34</sup>. En

1539, l'ordonnance de Villers-Cotterêts fait du français la langue administrative et judiciaire du Royaume<sup>e 44</sup>. Mais l'unité de la France autour de la personne du roi est bousculée dans la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle par le problème religieux : entre 1562 et 1598, huit guerres de religion se succèdent entre catholiques et calvinistes<sup>e 45</sup>. Cette crise religieuse se double d'une crise économique et surtout politique<sup>e 35</sup>. En 1598, le roi Henri IV (1589-1610) donne par l'édit de Nantes une liberté partielle de culte aux protestants<sup>e 46</sup>.

Louis XIII (1610-1643) et ses ministres Richelieu et Mazarin doivent faire face à l'opposition de nobles soucieux de reprendre leurs anciens pouvoirs<sup>e 47</sup>. À la même époque, la France mène plusieurs guerres victorieuses (dont la Guerre de Trente Ans) et commence à former un premier empire colonial, principalement en Nouvelle-France, aux Antilles et sur la route des Indes<sup>e 48</sup>. Louis XIV affirme plus que jamais le caractère absolu de son pouvoir<sup>note 14</sup> : le « Roi-soleil » se considère comme le « lieutenant de Dieu sur terre<sup>e 49</sup> » et fait construire le Château de Versailles, symbole de son pouvoir<sup>e 50</sup>. Il s'entoure d'artistes et de savants, et travaille à l'unité religieuse de son royaume<sup>e 51</sup>, en reprenant la persécution des protestants et en révoquant l'édit de Nantes. Malgré la situation financière critique de la monarchie, Louis XIV mène plusieurs guerres face à une Europe coalisée contre lui<sup>e 52</sup>, tandis que le marquis de Vauban fait construire un réseau de villes fortifiées aux frontières du Royaume<sup>e 53</sup>. Si ces guerres aboutissent dans un premier temps à des victoires françaises, plusieurs défaites militaires et des famines ternissent la fin de son règne<sup>e 54</sup>.

Son arrière-petit-fils Louis XV (1715-1774) mène lui aussi plusieurs guerres, aux résultats contrastés<sup>e 55</sup>. La France abandonne en 1763 au traité de Paris ses possessions en Amérique du Nord, mais acquiert dans la même décennie la Lorraine et la Corse<sup>e 56</sup>. Pendant ce temps, la France connaît une forte vitalité démographique, économique — la croissance de la production agricole s'accompagne d'une proto-industrialisation, notamment dans le secteur textile — et surtout intellectuelle et culturelle<sup>e 57</sup>. Louis XVI, qui accède au trône en 1774, se révèle incapable de trouver une solution au surendettement de la monarchie et doit convoquer les états généraux en 1788<sup>e 58</sup>.

## **Le siècle des révolutions (1789 - début XX<sup>e</sup> siècle)**

---

Les députés envoyés aux États généraux qui s'ouvrent le 5 mai 1789 outrepassent rapidement les pouvoirs qui leur sont attribués, et s'érigent en une Assemblée nationale constituante<sup>e 59</sup>. Le Roi ne peut alors empêcher l'assemblée constituante de décider l'abolition des privilèges dans la nuit du 4 août, puis d'adopter le 26 août une Déclaration des droits de l'homme et du citoyen<sup>e 60</sup>. Après un essai de monarchie constitutionnelle, la République naît en septembre 1792, et Louis XVI, accusé de trahison, est guillotiné le 21 janvier 1793<sup>e 61</sup>. La France révolutionnaire se lance alors dans plusieurs années de guerres et d'exécutions, jusqu'à l'instauration du Directoire en 1795<sup>e 62</sup>.

Le 9 novembre 1799, le général Napoléon Bonaparte renverse le Directoire par un coup d'État et lui substitue le Consulat ; cinq ans plus tard, il est couronné Empereur des Français<sup>e 63</sup>. Napoléon I<sup>er</sup> crée ou réforme de nombreuses institutions<sup>note 15</sup>, et ses multiples victoires militaires mettent la moitié de la population européenne sous son contrôle au début des années 1810<sup>e 64</sup>. Le déclin sera néanmoins rapide : après une éphémère abdication puis un bref retour au pouvoir, l'Empereur est définitivement vaincu à Waterloo le 18 juin 1815<sup>e 65</sup>.



La Révolution de 1830 illustrée par Eugène Delacroix dans *La Liberté guidant le peuple*.

La France entame alors une seconde expérience de monarchie constitutionnelle, pendant laquelle les rois Louis XVIII (1814-1824) et surtout Charles X (1824-1830) remettent en question une partie des acquis de la Révolution<sup>e 66</sup>. Quelques semaines après avoir conquis Alger, Charles X est renversé en 1830 par les Trois Glorieuses, un mouvement révolutionnaire qui amène sur le trône Louis-Philippe<sup>e 67</sup>. Si ce dernier est alors considéré comme réformateur, la contestation monte bientôt, malgré l'essor économique que connaît la France à cette époque<sup>e 68</sup>.

En février 1848, une nouvelle révolution éclate, dont les objectifs ne sont plus seulement politiques mais aussi sociaux<sup>e 69</sup>. L'éphémère Seconde République qui

est alors mise en place instaure le suffrage universel masculin, abolit l'esclavage dans les colonies et la peine de mort pour raison politique<sup>e 70</sup>, mais est renversée par son président Louis-Napoléon Bonaparte, qui est couronné empereur en 1852<sup>e 71</sup>. Si les premières années du Second Empire sont celles d'un régime autoritaire, Napoléon III entame un tournant libéral en 1860, qui n'empêche pas une montée des oppositions politiques, tandis que le développement industriel et ferroviaire s'accélère<sup>e 72</sup>. La défaite de la France face à une Allemagne en cours d'unification, en 1870-1871, est un double tournant dans l'histoire du pays : l'empereur capitule le 2 septembre 1870 et la République est proclamée le 4, tandis que l'Allemagne annexe l'Alsace-Lorraine<sup>e 73</sup>.

Malgré sa naissance chaotique, la Troisième République est le plus long des régimes politiques qu'a connus la France depuis 1789<sup>e 74</sup>. Les républicains mettent peu à peu en place leur projet politique : l'école est rendue gratuite, laïque et obligatoire en 1881-1882, les libertés de presse et de réunion sont accordées en 1881, le divorce et les syndicats sont autorisés en 1884, et les Églises sont séparées de l'État en 1905<sup>e 75</sup>. À la même époque, la France se dote d'un vaste empire colonial, qui sera le deuxième au monde après celui du Royaume-Uni en 1914<sup>e 76</sup>. Si plusieurs crises politiques se succèdent — crise boulangiste, scandale des décorations, scandale de Panamá, affaire Dreyfus —, la menace principale pour la République vient désormais de l'extérieur, où la guerre apparaît de plus en plus imminente<sup>e 77</sup>.

## La France dans les deux Guerres mondiales

Par le jeu des alliances, la France entre en guerre au début du mois d'août 1914 contre l'Allemagne, aux côtés du Royaume-Uni et de la Russie<sup>e 78</sup>. La Première Guerre mondiale, qui fait 1 400 000 victimes françaises et entraîne de nombreuses destructions dans le nord-est du pays, se conclut le 11 novembre 1918 en faveur de la Triple-Entente<sup>e 79</sup>. Outre le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, les conditions de la paix que Paris souhaite imposer à Berlin lors du traité de Versailles sont particulièrement dures : la France compte en effet faire payer les dommages de la guerre à celle qu'elle accuse d'en être la seule responsable<sup>e 79</sup>.

Après quelques années de reconstruction, la France peine à retrouver sa vigueur économique d'avant-guerre<sup>e 80</sup>. Elle sera néanmoins touchée bien après la plupart des autres puissances par la crise des années 30<sup>e 36</sup>. Mais si cette crise est tardive, elle est durable et profonde. Aux

difficultés économiques s'ajoute une crise de régime, malgré l'espoir suscité par l'arrivée au pouvoir en 1936 du Front populaire<sup>37</sup>. Au final, lorsque la France déclare le 3 septembre 1939 la guerre à l'Allemagne nazie, elle sort tout juste de la plus grave crise qu'ait connue la Troisième République<sup>81</sup>.

Après huit mois sans combats (la « Drôle de guerre »), la Wehrmacht envahit le 10 mai 1940 le nord-est de la France, et le Maréchal Philippe Pétain demande l'armistice le 22 juin<sup>82</sup>. Ce dernier obtient les pleins pouvoirs le 10 juillet, signant ainsi la fin de la Troisième République et la naissance du Régime de Vichy, qui mène une politique conservatrice, traditionaliste et antisémite et collabore avec le Troisième Reich, malgré l'action de la Résistance à l'intérieur et à l'extérieur du pays<sup>83</sup>. Le débarquement allié du 6 juin 1944 en Normandie sonne le glas du Régime de Vichy, et le début de la Libération de l'Europe<sup>84</sup>. Au total, ce conflit aura tué moins de militaires que le précédent<sup>note 16</sup>, mais les victimes civiles sont nombreuses – au moins 75 000 Juifs installés sur le territoire français ont été tués lors de la Shoah<sup>38, note 17</sup> – et les blessures psychologiques et politiques longues à cicatriser<sup>84</sup>.



Durant la Seconde Guerre mondiale, le territoire français était divisé entre une « zone occupée » au nord et une « zone libre » au sud, auxquelles s'ajoutait d'autres zones de taille plus restreinte au statut spécial.

## La France depuis la Libération

Une période de renouveau commence alors pour la France<sup>85</sup>. Si le Général de Gaulle, chef de la France libre, ne peut empêcher l'adoption d'une constitution proche de celle de la Troisième République, l'après-guerre voit la création de la Sécurité sociale et le droit de vote accordé aux femmes<sup>86</sup>. La Quatrième République choisit le camp occidental dans la Guerre froide qui s'ouvre à cette époque, entame la décolonisation de l'Asie et de l'Afrique et participe aux débuts de la construction européenne<sup>87</sup>. La France entame dans le même temps une période de forte croissance économique, que l'économiste Jean Fourastié appellera « Trente Glorieuses »<sup>88, 39</sup>.

Le 1<sup>er</sup> juin 1958, lors d'une grave crise politique liée à la guerre d'Algérie, le général de Gaulle est investi Président du Conseil par l'Assemblée Nationale avec pour mission de donner à la République une nouvelle constitution : la Cinquième République donne au président des pouvoirs plus larges face au Parlement<sup>89</sup>. De Gaulle poursuit et achève la décolonisation de l'Afrique, et affirme l'indépendance de la France face aux États-Unis<sup>90</sup>. Mais la crise étudiante et sociale de mai 1968 met en avant l'archaïsme d'un régime qui semble déconnecté des aspirations de son temps ; malgré la démission du général de Gaulle en 1969, le gaullisme se maintient au pouvoir cinq ans de plus, sous la figure du président de la République Georges Pompidou<sup>91</sup>.

En 1974 s'ouvre l'ère post-gaulliste, avec l'arrivée d'une personnalité issue du centre, Valéry Giscard d'Estaing, au poste de président<sup>92</sup>. Alors que la France entre peu à peu dans la crise

des années 70, les premières années de son mandat sont marquées par plusieurs lois actant les mutations de la société française, comme la loi Veil, qui légalise l'interruption volontaire de grossesse (IVG), ou l'abaissement de 21 à 18 ans de l'âge de la majorité<sup>e93</sup>. Mais le véritable tournant a lieu en 1981, lorsqu'un président socialiste, François Mitterrand, est élu<sup>e94</sup>. Face à la situation économique qui s'aggrave, celui-ci tente dans un premier temps une politique de relance<sup>e95</sup>, tout en adoptant des mesures symboliquement fortes comme l'abolition de la peine de mort<sup>40</sup>. Si François Mitterrand est réélu en 1988, la France connaît entre 1986 et 1988 puis entre 1993 et 1995 deux périodes de « cohabitation », situation jusque là inédite où le Président n'appartient pas au même parti que son gouvernement et qui offre une lecture nouvelle des institutions<sup>e96</sup>. Cette situation se reproduit entre 1997 et 2002, mais de façon inversée, après qu'un président de droite, Jacques Chirac, a été élu en 1995, et que des élections législatives ont amené le socialiste Lionel Jospin à la tête du gouvernement<sup>e97</sup>. La France adopte dans le même temps la monnaie unique européenne<sup>41</sup>.

L'élection présidentielle de 2002 est marquée par une surprise électorale, avec l'élimination de Lionel Jospin dès le premier tour au profit de Jean-Marie Le Pen, candidat de l'extrême droite<sup>42</sup>. Jacques Chirac est alors logiquement réélu<sup>42</sup>, et les gouvernements Raffarin puis Villepin sont marqués par l'opposition de la France à la guerre en Irak<sup>43</sup>, le « non » au référendum sur la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe<sup>44</sup> et les émeutes urbaines de novembre 2005<sup>45</sup>. Si Nicolas Sarkozy, président à partir de 2007, appartient au même parti que son prédécesseur, la politique qu'il mène se veut de « rupture<sup>46</sup> ». Le gouvernement « d'ouverture » que François Fillon forme avec des personnalités issues non seulement de la droite, mais aussi du centre et de la gauche<sup>46</sup>, doit cependant faire face à la crise économique venue en 2008-2009 des États-Unis<sup>47</sup>.

## Politique et administration

La France est une démocratie libérale, dont le gouvernement a la forme d'une république. Les fondements de l'organisation politique et administrative actuelle de la France ont été fixés en 1958 par la Constitution de la Cinquième République. Selon l'article premier de cette constitution, « la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Depuis 2003, ce même article affirme en outre que « son organisation est décentralisée ».

### Organisation des pouvoirs

L'organisation des pouvoirs en France est définie par la constitution de 1958, amendée à plusieurs reprises<sup>k1</sup> ; le rôle de chaque institution est cependant défini tant par la pratique observée depuis 1958 que par le texte de la Constitution<sup>k1</sup>. La France possède un régime politique original par le large pouvoir dont disposent à la fois le Parlement et le Président de la République, ce qui a amené les constitutionnalistes à parler de « régime parlementaire présidentialisé », de « régime semi-présidentiel » ou encore de « régime parlementaire bireprésentatif<sup>note 18</sup> ».

Le pouvoir législatif appartient au Parlement, formé de deux chambres, l'Assemblée nationale et le Sénat<sup>k2</sup>. L'Assemblée nationale, chambre basse du Parlement, est formée de 577 députés en 2010<sup>48</sup>, élus pour cinq ans au suffrage universel direct au scrutin uninominal majoritaire à deux

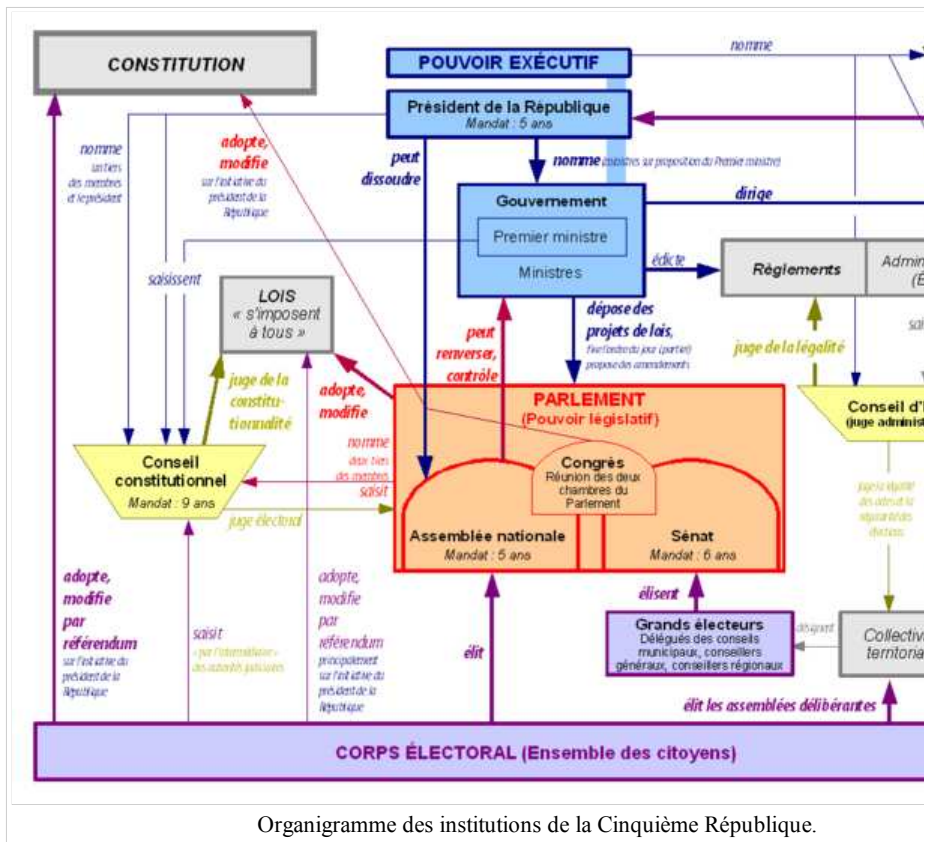


tours dans des circonscriptions découpées au sein des départements<sup>k 5</sup>. L'Assemblée nationale a le dernier mot en cas de désaccord prolongé avec le Sénat sur l'adoption d'une loi<sup>k 4</sup>. Ce dernier est formé en 2010 de 343 sénateurs élus pour six ans par 150 000 grands électeurs (principalement des élus locaux)<sup>49</sup> et est de ce fait considéré comme moins représentatif que l'Assemblée nationale<sup>k 5</sup>.

Le pouvoir exécutif appartient en premier lieu au Président de la République<sup>k 6</sup>, élu pour cinq ans<sup>50</sup> au suffrage universel direct au scrutin uninominal majoritaire à deux tours<sup>k 7</sup>. Le Président de la République est le chef de l'État et le chef des armées, il promulgue les lois et peut dissoudre l'Assemblée nationale<sup>k 8</sup>. Il nomme le Premier ministre, et, sur proposition de celui-ci, les membres du gouvernement<sup>k 9</sup>. Le gouvernement peut être renversé par une motion de censure adoptée par l'Assemblée nationale<sup>k 4</sup>. Lorsque la majorité parlementaire et le Président n'appartiennent pas au même parti politique, une lecture nouvelle des institutions voit le jour — on parle alors de cohabitation<sup>k 2</sup>.

Le pouvoir judiciaire, quant à lui, est séparé des deux autres, bien que le Président de la République dispose d'un droit de grâce<sup>51</sup>. Il est lui-même subdivisé entre un ordre administratif, dont la plus haute juridiction est le Conseil d'État, et un ordre judiciaire, dont la plus haute juridiction est la Cour de Cassation<sup>k 10</sup>. Le droit français, de tradition romano-civiliste<sup>52</sup>, stipule que tout accusé, avant d'être condamné, est présumé innocent, et qu'une affaire peut être rejugée en appel sur demande d'une des parties<sup>note 19, 53</sup>.

La conformité des lois à la Constitution, la régularité des scrutins et, plus largement, le respect des institutions est contrôlée par le Conseil constitutionnel<sup>k 11</sup>.



## Découpage territorial et décentralisation

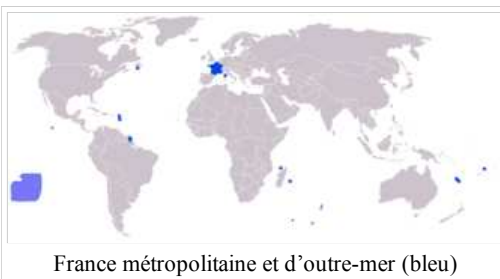
La France métropolitaine est divisée en de multiples collectivités territoriales, de trois niveaux, la commune, le département et la région. Ces collectivités territoriales sont en même temps des circonscriptions administratives dans lesquelles l'État intervient au travers de ses services déconcentrés. Les communes, au nombre de 36 570 en métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2009<sup>15</sup>, correspondent généralement au territoire d'une ville ou d'un village ; elles sont dirigées par un conseil municipal<sup>12</sup>, qui élit un maire, à la fois agent de la collectivité territoriale et représentant de l'État dans la commune<sup>13</sup>. Depuis les années 1990, la coopération entre les communes a été renforcée par l'émergence d'établissements publics de coopération intercommunale, dont le rôle s'accroît<sup>14</sup>. Les départements, créés pendant la Révolution française<sup>15</sup>, sont aujourd'hui au nombre de 96 en métropole où ils sont dirigés par un conseil général, dont les membres sont élus au sein des cantons<sup>16</sup>, l'État y étant représenté par un préfet<sup>17</sup>. Quant aux 22 régions de métropole, dont l'existence est plus récente<sup>17</sup>, elles sont dirigées par un conseil régional<sup>18</sup>, et l'État y est représenté par un préfet de région<sup>19</sup>. À ces collectivités territoriales s'ajoutent d'autres divisions territoriales de la France, tels que le canton, l'arrondissement ou plus récemment le pays, mais elles ne possèdent pas de dirigeants élus<sup>20</sup>.



Carte des régions de France métropolitaine.

Cliquez sur une région pour lire l'article la concernant.

Comparée à ses voisins européens, la France a longtemps été marquée par une forte centralisation politique, les collectivités territoriales disposant de pouvoirs relativement faibles<sup>15</sup>. Néanmoins, cette situation a beaucoup évolué depuis le début des années 1980, d'abord en 1982-1983 avec les lois Defferre, puis en 2002-2004 sous le gouvernement Raffarin<sup>54</sup>. En 2010, les compétences des collectivités territoriales sont nombreuses, et concernent notamment les établissements scolaires, les transports, le développement économique et l'action sociale<sup>55</sup>. Néanmoins, la superposition de multiples échelons et la limite souvent floue entre les compétences des différentes collectivités territoriales est la source de débats sur l'avenir de la décentralisation, sur lequel le gouvernement Fillon s'est penché entre 2008 et 2010<sup>56</sup>.



France métropolitaine et d'outre-mer (bleu)

## France d'outre-mer

Les territoires français situés hors d'Europe, qui correspondent à d'anciennes colonies restées françaises, sont quant à eux soumis à des régimes administratifs et juridiques très différents les uns des autres<sup>57</sup>. Ces territoires, dont la situation économique est globalement moins bonne que celle de la métropole,

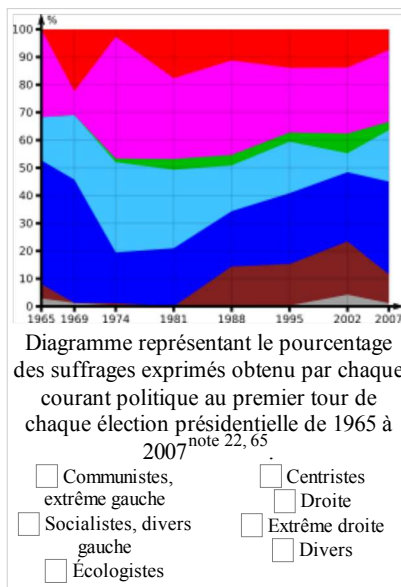
bénéficient de nombreuses aides de l'État<sup>58</sup>.

La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, la Réunion et à partir de 2011 Mayotte<sup>note 21</sup> sont à la fois des départements et des régions d'outre-mer, au statut similaire à celui des départements et régions métropolitaines, bien que les lois françaises puissent prévoir des dispositions spécifiques les concernant<sup>59</sup>. Ces départements font partie des régions ultrapériphériques de l'Union européenne, et sont soumis à la législation européenne<sup>60</sup>.

En revanche, les autres territoires français d'outre-mer ne font pas partie de l'Union européenne, bien que leurs habitants disposent de la citoyenneté européenne<sup>61</sup>. Il s'agit tout d'abord des six collectivités d'outre-mer, au statut très divers, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon et jusqu'en 2011 Mayotte<sup>note 21, 62</sup>. Bien que l'État y conserve certaines prérogatives exclusives, elles sont soumises en grande partie à une législation spécifique et bénéficient de la spécialité législative<sup>57</sup>. La Nouvelle-Calédonie, de son côté, est une collectivité territoriale *sui generis*, à l'autonomie très poussée, et où un référendum sur l'indépendance doit être organisé entre 2014 et 2019<sup>63</sup>. Enfin, les Terres australes et antarctiques françaises et l'île de Clipperton, qui n'accueillent aucun habitant permanent, sont gérées directement par l'État ou son représentant<sup>63, 64</sup>.

## Tendances politiques, partis et élections

Sans être comparable au système américain, le système politique français, et notamment le suffrage uninominal majoritaire qui prévaut lors des élections présidentielles et législatives, tend à une bipolarisation ou à une tripolarisation de la vie politique<sup>n 3</sup>. Par conséquent, on observe depuis les débuts de la Cinquième République une tendance au regroupement des partis avec de fréquents retours en arrière<sup>k 20</sup>, et l'audience des principaux partis tend à diminuer au profit des petites formations<sup>note 23</sup>. Le paysage politique français a connu trois évolutions majeures depuis les années 1980 : la chute de l'audience du Parti communiste français<sup>n 4</sup>, la baisse progressive de l'électorat centriste et la hausse du vote pour des partis non-parlementaires, notamment à l'extrême droite<sup>n 3</sup>. Ces deux dernières évolutions ont cependant été en partie contredites lors de récents scrutins. Par ailleurs, l'abstention concerne un nombre de plus en plus élevé d'électeurs<sup>66</sup>.



Depuis les années 1990, les deux principaux partis français sont l'Union pour un mouvement populaire (UMP) — Rassemblement pour la République (RPR) avant 2002 — et le Parti socialiste (PS)<sup>67</sup>. L'Union pour un mouvement populaire est un parti de droite et de centre-droit<sup>68</sup>, membre du Parti populaire européen. Il est en 2010 le parti le plus représenté dans les institutions politiques nationales, puisque le Président de la République, le Premier ministre, 56 % des députés<sup>69</sup> et 40 % des sénateurs<sup>70</sup> en sont membres. Le Parti socialiste est un parti de gauche et de centre-gauche<sup>68</sup>, membre du Parti socialiste européen. De nombreux autres partis participent à la vie politique de la France : les plus importants sont le Front national (FN),

extrême droite), le Mouvement démocrate (MoDem, centre), le Nouveau Centre (centre-droit), le Parti communiste français (gauche), le Parti radical de gauche (centre-gauche) et les Verts (écologistes)<sup>note 24, n 5</sup>.



Nicolas Sarkozy, actuel  
Président de la République.

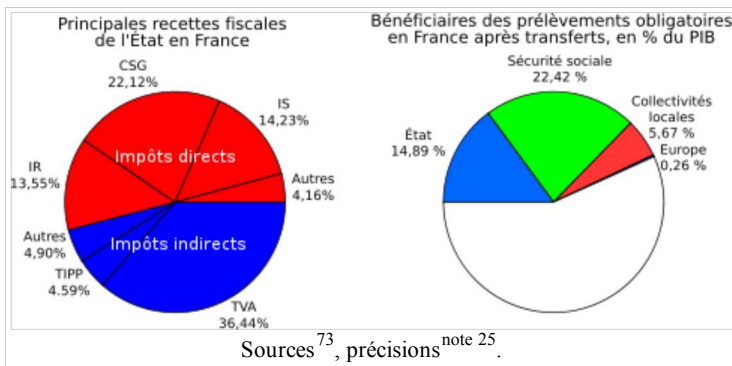
## Dirigeants actuels

Depuis l'élection présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy, ancien président de l'Union pour un mouvement populaire (UMP), est Président de la République. À la suite de la victoire de l'UMP aux élections législatives de 2007, il a nommé François Fillon Premier ministre. Ce dernier est à la tête d'un gouvernement qui compte 31 membres au 14 novembre 2010, dont 11 femmes et deux ministres d'État, Alain Juppé et Michèle Alliot-Marie<sup>71</sup>.

## Finances publiques

En France, les prélèvements obligatoires représentaient 44,4 % du PIB en 2006<sup>a 1</sup>, le sixième taux le plus élevé parmi les pays membres de l'OCDE<sup>a 1</sup>, et ce taux a tendance à augmenter<sup>a 2</sup>. Les cotisations sociales représentent près de 38 % du total, dix points de plus que la moyenne des pays de l'OCDE<sup>a 3</sup>; à l'inverse, la France est le pays développé où les impôts sur le revenu et sur les sociétés représente la part la plus faible du total des prélèvements obligatoires<sup>a 4</sup>.

Malgré le taux élevé des prélèvements obligatoires, les dépenses publiques les dépassent nettement, totalisant 53,9 % du PIB en 2006<sup>a 5</sup>. Dès lors, le déficit public est élevé, atteignant 2,7 % du PIB en 2007<sup>16</sup> et même 7,9 % en 2009 du fait de la conjoncture économique<sup>72</sup>. La dette publique de la France, quant à elle, atteignait 1 457,4 milliards d'euros fin 2009, soit 75,8 % du PIB<sup>17</sup>, contre 20,7 % en 1980<sup>a 6</sup>. La France est néanmoins tenue de respecter les critères du Pacte de stabilité et de croissance de la zone euro, qui limite le déficit budgétaire à 3 % du PIB et la dette publique à 60 % du PIB<sup>a 7</sup>.



## Protection sociale

Depuis sa création en 1945<sup>a 8</sup>, la Sécurité sociale est au cœur du système de protection sociale français, bien que l'État, les collectivités territoriales et les mutuelles aient également un rôle important<sup>a 9</sup>. Le maintien des régimes de protection sociale dont disposaient certaines professions avant 1945 explique la grande complexité du système<sup>a 10</sup>, qui compte pas moins de 120 régimes de base et 1 200 régimes complémentaires<sup>a 11</sup>. Le régime général de la Sécurité sociale, qui compte de loin le plus grand nombre d'adhérents<sup>a 10</sup>, est divisé en quatre branches correspondant aux quatre risques majeurs, la maladie, les accidents du travail et maladies professionnelles, la vieillesse, et la famille<sup>a 10</sup>. Si cette protection sociale ne concernait dans un premier temps que les personnes actives, elle s'est peu à peu étendue à toute la population active comme inactive dans beaucoup de domaines, par exemple lors de la création de la couverture maladie universelle (CMU) en 1999<sup>a 8</sup>. En outre, à la fin des années 1990, six millions de personnes dépendaient des minima sociaux<sup>d 1</sup>.

Les prestations sociales sont principalement financées par les cotisations sociales versées par les actifs (65,5 % du total en 2005<sup>a 12</sup>), mais aussi — et de plus en plus — par l'État et les collectivités territoriales<sup>a 12</sup>. En 2005, les dépenses de protection sociale — au sens le plus large du terme<sup>note 26</sup> — représentaient près de 30 % du PIB et plus de 45 % du revenu disponible ajusté des ménages<sup>a 13</sup>. Malgré les efforts menés par les gouvernements successifs pour maîtriser les dépenses sociales<sup>a 14</sup>, celles-ci augmentent rapidement<sup>a 15</sup>, du fait notamment de l'augmentation des dépenses de santé des ménages<sup>a 16</sup> et du vieillissement de la population<sup>a 17</sup> — le rapport actifs sur inactifs de plus de 60 ans, qui était de 3 en 1970, devrait atteindre 2,07 en 2010 et 1,36 en 2050 en métropole, selon l'Insee<sup>a 18</sup>. Les dépenses sociales expliquent à elles seules la quasi-totalité de la progression des dépenses publiques (en pourcentage du PIB) depuis 1960<sup>a 19</sup>, et la Sécurité sociale affiche en 2009 un déficit de 23,5 milliards d'euros<sup>74</sup>.

## Défense

La France fait partie des cinq pays qui sont juridiquement reconnus comme « États dotés de l'arme nucléaire » par le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires<sup>75</sup>. L'Armée française est, avec celle du Royaume-Uni, l'une des plus dotées financièrement en Europe<sup>76</sup>. La France lui consacre 2,5 % de son PIB (soit un budget de 39 milliards d'euros en 2010<sup>77</sup>), là où ses homologues européens (hors Royaume-Uni et Grèce) y consacrent 1,5 % de leur PIB en moyenne<sup>76</sup>.



Forces françaises engagées dans l'opération Tempête du désert en 1991.

Les forces militaires sont divisées en quatre armées principales : l'Armée de terre, la Marine nationale, l'Armée de l'air et la Gendarmerie nationale<sup>78</sup>.

Depuis 1996, l'Armée est devenue de métier et le service militaire réduit à une Journée d'appel de préparation à la défense mixte<sup>79</sup>. D'une capacité d'environ 350 000 hommes<sup>78</sup>, elle est déployée à travers le monde, dans des théâtres d'intervention comme l'Afghanistan, le Liban, le Tchad, la Côte d'Ivoire et le Kosovo<sup>80</sup>, mais aussi en vertu de traités internationaux à Djibouti, au Sénégal<sup>note 27</sup> et au Gabon<sup>81</sup>, sans oublier les troupes positionnées dans la

France d'outre-mer<sup>82</sup>. Elle mobilise en outre plus de 1 000 hommes dans le cadre du plan

Vigipirate<sup>83</sup>.

## Appartenance à des organisations internationales

---

La France est un des membres fondateurs de l'Union européenne, de l'espace Schengen et de la zone euro. Elle est également un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Elle est enfin membre de multiples organisations internationales, comme l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le G8, le G20 ou l'Organisation internationale de la francophonie.

Depuis 1945, quelle que soit la majorité au pouvoir, l'Europe est un axe majeur de la politique étrangère française. Deux des sept Pères de l'Europe, Jean Monnet et Robert Schuman, sont français<sup>84,85</sup> ; l'un des objectifs était alors d'éviter une nouvelle guerre mondiale en facilitant la réconciliation franco-allemande<sup>86</sup>. Néanmoins, le positionnement de la France et des Français vis-à-vis de l'Europe a souvent été ambigu : du rejet par l'Assemblée nationale du traité créant la Communauté européenne de défense en 1954<sup>87</sup> à celui par référendum du traité établissant une Constitution pour l'Europe en 2005<sup>44</sup>, les coups d'arrêt français à la construction européenne ont été nombreux.

Depuis le traité de Maastricht en 1992, les domaines dans lesquels l'Union européenne a compétence exclusive sont de plus en plus nombreux<sup>k21</sup>. Une grande partie du droit applicable en France est en 2010 d'origine européenne<sup>k22</sup>, d'autant plus que le droit européen prime sur le droit national<sup>k23,d2</sup>. La France, puissance moyenne, ne peut peser sur la scène mondiale dans beaucoup de domaines que grâce à l'Union européenne<sup>d3</sup>. L'unification du marché européen et l'instauration d'une monnaie unique en 1999 ont entraîné de profondes mutations de l'économie française<sup>d4</sup>, dont le caractère bénéfique fait débat<sup>d5,88</sup>. La France est le premier bénéficiaire de la Politique agricole commune<sup>89</sup>, qui représente la moitié du budget de l'Union européenne<sup>d6</sup>.

## Politique étrangère et diplomatie

---

Depuis la présidence du général de Gaulle (1958-1969), la politique étrangère de la France est caractérisée par une volonté d'indépendance, notamment vis-à-vis des États-Unis<sup>90</sup>, ce qui s'est traduit par la mise au point par la France d'armes nucléaires et par le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN de 1966 à 2009<sup>90</sup>. La France est vue des années 1960 au début des années 2000 comme un allié du monde arabo-musulman, critique vis-à-vis de la politique de l'État d'Israël<sup>91</sup>.

Le réseau des représentations diplomatiques de la France est le deuxième du monde<sup>92</sup>, avec actuellement 156 ambassades et 97 postes consulaires répartis sur les cinq continents<sup>92</sup>.

La France mène une politique active d'aide aux pays en voie de développement, notamment d'Afrique<sup>note 28,93</sup>. L'aide publique au développement représente 0,39 % du revenu national brut français en 2007, un des taux les plus élevés d'Europe occidentale<sup>94</sup>.

## Symboles républicains

Selon la constitution de la Cinquième République, la France possède plusieurs emblèmes, datant pour l'essentiel de la Révolution française. Le drapeau de la France est constitué de trois bandes verticales d'égale largeur, de couleurs bleu, blanc et rouge<sup>95</sup>. L'hymne national est *la Marseillaise*<sup>95</sup>, un chant composé par Rouget de Lisle pendant la Révolution française et parfois critiqué depuis pour la violence de son texte<sup>96</sup>. Enfin, la République française a pour devise les trois mots « Liberté, Égalité, Fraternité<sup>95</sup> ».



En outre, plusieurs symboles officiels existent pour représenter la France.

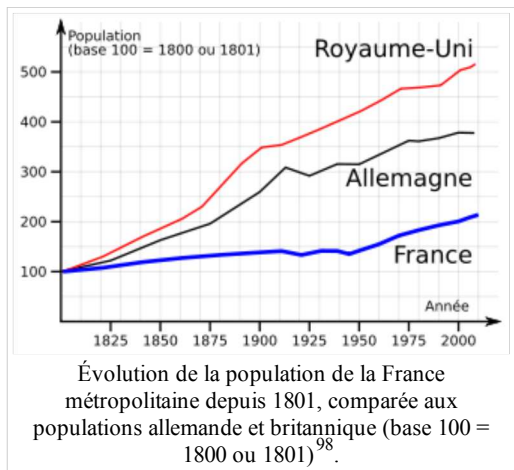
En particulier, le buste de Marianne, une femme portant le bonnet phrygien, orne les mairies, et son visage est représenté sur les timbres-poste et les faces françaises des centimes d'euro<sup>note 29, 97</sup>.

Depuis 1999, le gouvernement français s'est doté d'un logotype rappelant le drapeau et la devise du pays, ainsi que la figure de Marianne.

## Population et société

### Démographie

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) estime le nombre d'habitants en France à environ 65,4 millions au 1<sup>er</sup> janvier 2010<sup>18</sup>, dont environ 64,7 millions pour la métropole et les départements d'outre-mer, et 62,8 millions pour la seule métropole<sup>19</sup>. Près de 1 % de la population mondiale habite donc sur le sol français<sup>99</sup>. Un recensement national général était organisé à intervalles réguliers depuis 1801, mais depuis janvier 2004, le recensement est réalisé tous les ans dans les communes de 10 000 habitants ou plus, hors collectivités d'outre-mer, et tous les cinq ans ailleurs<sup>110</sup>.



Après avoir été relativement faible au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle — la France a connu une transition démographique rapide et peu marquée<sup>13</sup> —, la croissance démographique française est aujourd'hui l'une des plus fortes d'Europe, combinant un taux de natalité supérieur à la moyenne européenne (821 000 naissances en 2009 contre 536 000 décès) et un solde migratoire



positif (environ 71 000 individus en 2009) : la population de la France s'est donc accrue de 0,54 % en 2009<sup>11</sup>.

En outre, la pyramide des âges voit depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle sa structure évoluer. La part de la population la plus âgée augmente, en raison à la fois de la progression de l'espérance de vie (la France jouit d'une des plus longues espérances de vie au monde<sup>note 30</sup>) et de l'arrivée au troisième âge de la génération du *baby boom* — phénomène communément appelé le *papy boom*. La proportion de plus de 60 ans dans la population française est ainsi passée de 17 à 22 % entre 1980 et 2009, et devrait dépasser le tiers en 2050 selon l'Insee<sup>14</sup>.

## Immigration, population étrangère et minorités visibles

Selon la démographe Michèle Tribalat, 14 millions de personnes (soit un quart de la population française) en 1999 avaient au moins un parent ou un grand-parent immigré<sup>15</sup>. Gérard Noiriel estimait en 2002 cette proportion à environ un tiers si l'on remonte jusqu'aux arrière-grands parents<sup>100</sup>.

En 2010, la France accueille 6,7 millions d'immigrés (nés étrangers hors du territoire) soit 11% de la population<sup>101</sup>. Elle se classe au sixième rang mondial, derrière les Etats-Unis (42,8 millions), la Russie (12,3), l'Allemagne (9,1), l'Arabie Saoudite (7,3), le Canada (7,2) mais elle devance en revanche le Royaume-Uni (6,5) et l'Espagne (6,4). Les enfants d'immigrés, descendants directs d'un ou de deux immigrés, représentaient, en 2008, 6,5 millions de personnes, soit 11 % de la population également. Trois millions d'entre eux avaient leurs deux parents immigrés<sup>102</sup>. Les immigrés sont principalement originaires de l'Union européenne (34 %), du Maghreb (30 %), d'Asie (14 %, dont le tiers de la Turquie) et d'Afrique subsaharienne (11 %)<sup>112</sup>.

Les immigrés perçoivent des revenus inférieurs d'un tiers en moyenne à ceux des non-immigrés<sup>6</sup> ; ils sont deux fois plus nombreux à ne pas être diplômés<sup>16</sup> et trois fois plus nombreux à vivre sous le seuil de pauvreté<sup>16</sup>. Toutefois, à situation sociale égale, leur formation scolaire et leurs revenus sont proches de ceux des Français nés en France<sup>17</sup>.

Les populations d'origine immigrée, et celles qui appartiennent à des minorités visibles, sont souvent victimes de discriminations en France<sup>18</sup>. Face aux difficultés d'intégration que connaissent les populations immigrées, une partie minoritaire de cette population se tourne vers le communautarisme et le fondamentalisme religieux<sup>19</sup>. Pourtant, on assiste à une certaine convergence des modes de vie des populations immigrées et des Français de longue date<sup>110</sup>.

## Famille, sexualité et égalité des sexes

La France est en 2009 le pays le plus fécond d'Europe après l'Islande et l'Irlande<sup>103</sup>, avec une descendance finale des femmes nées en 1959 de 2,12 enfants et un indicateur conjoncturel de fécondité de 1,99 enfant par femme (1,98 en France métropolitaine)<sup>113</sup>.

Les mutations qu'a connu la famille en France entre les années 1960 et les années 2000 sont aussi nombreuses que profondes. Les naissances sont dans la majeure partie des cas voulues, en raison du développement de la contraception et de l'avortement — plus de 200 000

interruptions volontaires de grossesse sont pratiquées chaque année en France<sup>114</sup>. Une partie grandissante des couples préfère au mariage l'union libre, ou le Pacte civil de solidarité (PACS), un contrat d'union plus souple que le mariage<sup>111</sup>. Quant aux divorces, leur nombre a été multiplié par 3,2 entre le début des années 1970 et la fin des années 2000<sup>112</sup>.

Quant aux différentes formes d'altersexualité, elles sont dans l'ensemble acceptées en France, même si la loi précède souvent les mentalités dans la tolérance vis-à-vis des minorités sexuelles<sup>note 31, i 13</sup>. Les questions de l'adoption et du mariage des couples homosexuels sont régulièrement l'objet de débats en France<sup>114</sup>.

Si la place des femmes dans la société française a beaucoup évolué au cours du XX<sup>e</sup> siècle, favorisées à la fin du siècle par de nombreuses lois contre les discriminations qu'elles subissent, la France est en 2009 loin de l'égalité hommes-femmes<sup>115</sup>. Pour un emploi à temps plein, les femmes touchent en 2008 un salaire en moyenne 19 % inférieur à celui des hommes, et la discrimination salariale pure serait de 6 à 7 % selon le Ministère de l'Emploi<sup>note 32, i 16</sup>. Quant aux fonctions de décision, les femmes y accèdent peu : elles ne dirigent que 8 % des entreprises de plus de 200 salariés<sup>117</sup>, et ne représentent que 18,5 % des députés élus en 2007 et 13,1 % des conseillers généraux élus en 2008<sup>117</sup>.

## Langues

---

Le français est la langue très majoritairement parlée en France, et est officiellement « la langue de la République » depuis la loi constitutionnelle de 1992<sup>104</sup>. La France mène une politique linguistique active en faveur du français<sup>105</sup>. En dehors du français, il y aurait en 1999 soixante-quinze autres langues parlées en France en comptant les langues régionales, les langues issues de l'immigration et les dialectes parlés dans les DOM-TOM, selon un rapport du linguiste Bernard Cerquiglini<sup>106</sup>.

## Religions

---

Depuis la loi du 9 décembre 1905, les Églises sont strictement séparées en droit de l'État en France. « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte [...] »<sup>107</sup>. La religion doit être cantonnée à la sphère privée ; les limites de cette laïcité sont l'objet de débats, par exemple au sujet de la loi française sur les signes religieux dans les écoles publiques en 2003-2004<sup>108</sup>.

La France, « fille aînée de l'Église<sup>109</sup> », est un pays de tradition catholique ancienne, mais où le poids de l'Église a considérablement diminué. Entre 51 et 64 % de la population serait baptisée en 2006 selon un sondage CSA<sup>110</sup>, mais une large part de la population se dit agnostique ou athée. De plus, d'autres religions sont présentes dans des proportions moins importantes, notamment le judaïsme depuis l'Antiquité, le protestantisme depuis la Réforme et l'islam depuis l'arrivée en France d'immigrés du Maghreb et du Moyen-Orient au XX<sup>e</sup> siècle. Par principe, l'État français s'interdit les recensements à caractère religieux ; seules des estimations, imprécises et difficiles à réaliser, permettent de se représenter le poids de chaque confession en France, ainsi que le développement de l'athéisme et de l'agnosticisme :

### Sondage CSA 2006-2007<sup>111</sup>

- Catholiques : **51 %** contre 67 % en 1994
  - Catholiques qui croient en Dieu : **27 %** de la population française<sup>112</sup>
  - Catholiques *agnostiques* (qui doutent de l'existence de Dieu) : **15 %** de la population française
  - Catholiques *athées* (qui ne croient pas en Dieu, catholiques par tradition) : **9 %** de la population française
- Athées : **31 %** contre 23 % en 1994
- Musulmans : **4 %** contre 2 % en 1994
- Protestants : **3 %**
- Juifs : **1 %**
- Autres / Sans opinion : **10 %**

**Total croyants : 35 %**

**Total agnostiques : 15 %**

**Total athées : 40 %**

### Sondage CSA en 2003<sup>113</sup>

- Catholiques : **62 %**
- Sans religion : **26 %**
- Musulmans : **6 %**
- Protestants : **2 %**
- Juifs : **1 %**

### Sondage par l'IFOP en 2007 pour *La Vie*<sup>114</sup>

- Catholiques : **64 %**
- Athées : **27 %**
- Musulmans : **3 %**
- Protestants : **2,1 %**
- Juifs : **0,6 %**

Au-delà de ces valeurs, la perte d'influence des religions est un aspect majeur de l'évolution de la société française aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Près de 80 % des hommes et 70 % des femmes qui se disent d'origine catholique n'assistent jamais à un service religieux<sup>118</sup>. Même chez les catholiques les plus fervents, l'obéissance aux préceptes de l'Église diminue : 31 % des pratiquants assidus ayant eu des enfants entre 1995 et 2004 les ont eus hors mariage<sup>119</sup>.

## Éducation

---

En France, l’instruction est obligatoire de six à seize ans, et l’école publique est laïque et gratuite<sup>120</sup>. Si la formation et la rémunération des enseignants, ainsi que le choix des programmes, sont du ressort de l’État, la gestion des établissements scolaires primaires et secondaires est du ressort des collectivités territoriales<sup>note 33, 115</sup>.

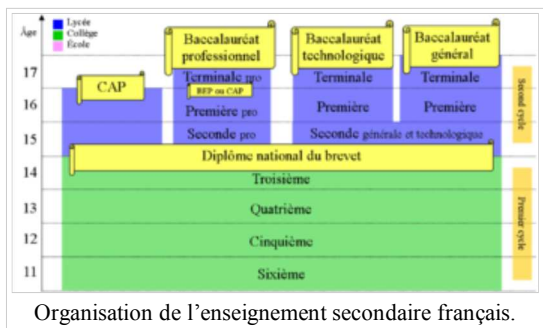
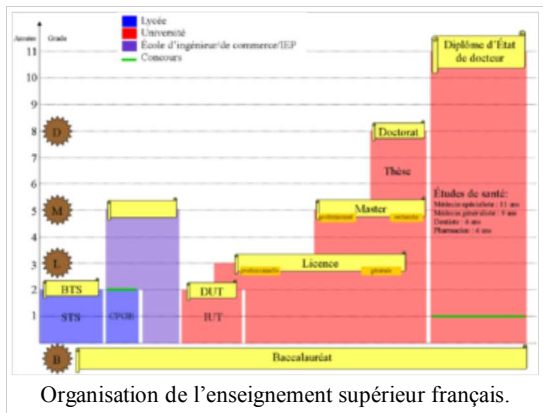
L’enseignement primaire se déroule en deux phases. L’école maternelle, qui accueille les très jeunes enfants, se donne pour but leur éveil, leur socialisation et la mise en place des outils fondamentaux que sont le langage et le nombre<sup>116</sup>. Puis, vers l’âge de six ans, les enfants sont accueillis par l’école élémentaire, dont les premiers objectifs sont l’apprentissage de la lecture, de l’écriture et du calcul, et l’éducation civique<sup>117</sup>.

L’enseignement secondaire se déroule lui aussi en deux cycles. Le premier est dispensé au collège et aboutit au diplôme national du brevet<sup>118</sup>. Le deuxième est dispensé au lycée et aboutit à des examens finaux et nationaux : le baccalauréat (professionnel, technologique ou général) et le certificat d’aptitude professionnelle (CAPA dans l’enseignement agricole)<sup>119</sup>.

L’enseignement supérieur français présente la particularité de faire cohabiter les universités et le système des Grandes écoles, où l’on entre généralement par concours à l’issue des classes préparatoires<sup>120</sup>. Les enseignements supérieurs pour le brevet de technicien supérieur et les classes préparatoires aux grandes écoles sont dispensés dans des lycées<sup>120</sup> ou dans des établissements privés. Les Grandes écoles sont souvent considérées comme à la fois plus performantes et plus élitistes que les universités.

Par ailleurs, près de 17 % des élèves de l’enseignement primaire et secondaire sont scolarisés dans des établissements privés<sup>121</sup>, la plupart sous contrat d’association avec l’État et souvent confessionnels.

La France a connu depuis la Libération un élargissement considérable de la scolarisation. En 1936, moins de 3 % d’une classe d’âge obtenait le baccalauréat ; ce pourcentage est passé à 30 % en 1985 et 60 % en 1995<sup>120</sup>. Néanmoins, cette démocratisation de l’enseignement ne supprime pas les inégalités sociales : 25 % des enfants d’ouvriers nés entre 1974 et 1978 sont diplômés de l’enseignement supérieur, contre 77 % des enfants de cadres<sup>121</sup>. Ces inégalités sont



encore plus fortes dans les grandes écoles : seuls 2,9 % des étudiants admis à l'École nationale d'administration en 2008 avaient un parent ouvrier<sup>122</sup>.

Selon le programme PISA de comparaison des systèmes éducatifs nationaux, les résultats du système éducatif français sont en recul par rapport aux autres États membres de l'OCDE<sup>122</sup>, mais ce pessimisme n'est pas universel<sup>123</sup>. Malgré les plans de prévention, l'illettrisme touche 3,1 millions de personnes, soit 9 % de la population âgée de 18 à 65 ans ayant été scolarisée en France<sup>123</sup>.

## Santé

---

Le système de santé français est en grande partie financé par la branche maladie de la sécurité sociale. Le nombre de médecins pour 1 000 habitants était de 3,22 en 2008, un des taux les plus élevés au monde<sup>124</sup>. Les Françaises et les Français bénéficient également d'une des espérances de vie les plus longues du monde<sup>124</sup>, même si le taux de mortalité prématurée (avant 65 ans) est élevé<sup>125</sup>. Les dépenses de santé par habitant étaient de 4 719 \$ par an en 2008<sup>125</sup>, ce qui place la France au-dessus de ses grands voisins européens, mais en dessous de la Suisse, de la Norvège, du Danemark, du Luxembourg, et des États-Unis. De 1950 à 2006, la dépense consacrée aux soins et aux biens médicaux est passée de 2,5 à 8,8 % du PIB<sup>126</sup>.

Néanmoins, la santé des habitants de la France n'est pas optimale dans tous les domaines. Malgré la chute de la consommation de vin depuis les années 1960<sup>126</sup>, les Français demeurent les seconds consommateurs d'alcool d'Europe occidentale, après les Irlandais<sup>125</sup>. 29 % des 18-75 ans fumaient quotidiennement en 2005, malgré les intenses campagnes de lutte contre le tabagisme<sup>127</sup>. Quant aux drogues illicites, la plus consommée est le cannabis : 39 % des hommes de 18 à 25 ans en auraient consommé en 2005, selon l'Observatoire français des drogues et toxicomanies<sup>127</sup>.

De plus, la France est un des pays d'Europe qui connaît le plus de troubles dépressifs<sup>128</sup>. La France est le plus gros consommateur d'antidépresseurs en Europe<sup>128</sup>, et l'un des pays européens où le taux de suicide est le plus élevé<sup>125</sup>.

## Médias

---

En France, c'est la loi du 29 juillet 1881 qui a institué et en même temps encadré la liberté de la presse<sup>124</sup>.

Si les presses régionale, hebdomadaire et thématique se vendent bien en France<sup>note 34, 126</sup>, la presse quotidienne nationale d'information généraliste est peu diffusée hors de la capitale. Dès lors, les cinq principaux titres de cette catégorie (Le Figaro, Le Monde, Aujourd'hui en France, Libération et La Croix) ne vendent réunis que moins d'un million d'exemplaires chaque jour<sup>127</sup>, quand le quotidien japonais Yomiuri Shimbun en vend à lui seul plus de 14 millions<sup>128</sup>.

Depuis 1981 et la légalisation des « radios libres »<sup>129</sup>, les stations de radio publiques gérées par Radio France sont concurrencées par des stations privées, souvent propriétés de grands groupes de médias<sup>130</sup>. Dès lors, parmi les quatre premières stations de radio en audience cumulée en novembre-décembre 2009 (RTL, NRJ, France Inter et Europe 1<sup>131</sup>), seule la troisième est

publique. De même, depuis l'apparition de la première chaîne de télévision privée (Canal +) en 1984, plusieurs centaines de chaînes de télévision privées ont vu le jour, diffusées par le canal hertzien, par câble, par satellite ou plus récemment par la télévision numérique terrestre (TNT). Les trois principales chaînes sont TF1, France 2 et France 3<sup>132</sup>, les deux dernières appartenant au groupe public France Télévisions.

Quant à l'accès au réseau internet, il ne s'est vraiment démocratisé qu'au début des années 2000<sup>133</sup>. En décembre 2009, 65 % des Français de 11 ans et plus étaient internautes<sup>134</sup>.

Entre 2002 et 2009, la France est passée de la 11<sup>e</sup> à la 43<sup>e</sup> place du classement de la liberté de la presse dans le monde de Reporters sans frontières<sup>135</sup>.



La joueuse de tennis Amélie Mauresmo était en 2004 puis en 2006 la numéro un mondiale selon le classement WTA.

## Sport

Le sport en France est caractérisé par une tradition sportive ancienne et une grande variété de disciplines pratiquées à haut niveau. La France a un rôle prépondérant dans l'organisation du sport moderne<sup>note 35</sup> et son palmarès, depuis la fin du xx<sup>e</sup> siècle, en fait l'une des meilleures nations au monde dans de nombreux sports. Début 2010, la France est sixième du classement mondial établi par Havas Sports & Entertainment<sup>note 36</sup> qui comptabilise plus de 1 500 événements sportifs<sup>136</sup>.

Le football est le sport le plus populaire, avec plus de 2,3 millions de licenciés (dont 97 % d'hommes)<sup>137</sup>, une popularité accrue par la double victoire de la France lors de la coupe du monde en 1998 puis du championnat d'Europe en 2000. Le tennis, l'équitation, les arts martiaux, le basket-ball, le handball et le golf sont également très pratiqués, sans oublier le rugby et la pétanque, essentiellement dans le sud du pays<sup>138</sup>. De plus, près de sept millions de Français pratiquent le ski chaque hiver, le plus souvent en dehors de toute organisation sportive<sup>139</sup>. Quant à l'escrime et au cyclisme, il s'agit des disciplines dans lesquelles la France est la plus titrée (respectivement 44 et 41 titres olympiques après les Jeux de Vancouver en 2010<sup>140</sup>).

## Engagement associatif, syndical et politique

Si les taux de participation aux élections diminuent, la participation protestataire, en revanche, se développe<sup>i 29</sup>. En 2008, 42 % des Français ont participé à une manifestation, contre 25 % en 1981<sup>i 29</sup>. En comparaison des autres pays développés, la France est souvent vue comme un pays où les manifestations et les grèves sont fréquentes<sup>i 41, i 42</sup>.



Manifestation contre le CPE à Paris en 2006.

Mais cette participation ponctuelle à des événements contestataires ne se traduit pas, loin s'en faut, par un engagement important dans les partis politiques<sup>k 25</sup>. Quant au taux de syndicalisation (8 %), il est le plus faible des pays riches, même s'il est plus important dans le secteur public<sup>i 30</sup>. En revanche, les Français sont très impliqués dans le milieu associatif : 14 millions de bénévoles sont membres de plus d'un million d'associations<sup>i 30</sup>, qui bénéficient du statut accordé par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901<sup>i 43, k 26</sup>.

## Image de la France et des Français

Dans beaucoup de pays, l'arrogance est considérée comme l'une des premières caractéristiques des Français<sup>i 11, i 44, i 45</sup>. Les Français sont souvent vus comme hautains, malpolis, contents d'eux, parlant mal les langues étrangères et manquant d'ouverture d'esprit<sup>i 44, i 45</sup>, notamment lorsqu'ils voyagent à l'étranger<sup>i 46</sup>. En revanche, les étrangers envient souvent aux Français leur « art de vivre » et leur patrimoine culturel, gastronomique et naturel<sup>i 44</sup>. Selon un sondage réalisé en 1988 dans neuf pays industrialisés<sup>note 37</sup>, 29 % des personnes interrogées jugent les Français « bavards », 27 % « contents d'eux » et 14 % « froids, distants<sup>i 1</sup> ». Pour ce qui est des qualités des Français, 48 % des personnes interrogées les jugent « sympathiques », 40 % « intelligents », 38 % « accueillants » et 35 % « débrouillards<sup>i 1</sup> ».

Quant à la France, elle est vue (notamment aux États-Unis et en Allemagne) comme une puissance moyenne, à l'attitude souvent hypocrite<sup>i 45, i 47</sup>, dont l'aspiration à un rôle majeur sur la scène mondiale est déplacée, sinon ridicule<sup>i 47</sup>. Par ailleurs, la France apparaît comme un pays en crise permanente, et le rôle prépondérant de l'État dans l'économie intrigue les dirigeants des autres pays riches<sup>i 47</sup>. En Afrique et au Moyen-Orient, la politique africaine et arabe de la France séduit, mais est contrecarrée par des soupçons de néocolonialisme et de complaisance avec des régimes et hommes politiques « amis<sup>i 44, i 47</sup> ».

## Économie

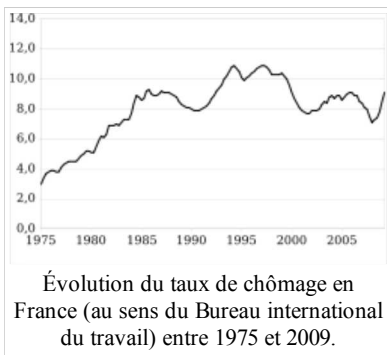
L'organisation économique de la France est de type capitaliste avec une intervention étatique relativement forte depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, bien que celle-ci soit remise en cause depuis les années 1980<sup>c 2</sup>. L'économie française est principalement une économie de services<sup>i 48, j 2</sup>.

## Revenus de la population et développement humain

Les revenus des Français et leur pouvoir d'achat ont augmenté durant l'ensemble du XX<sup>e</sup> siècle et des années 2000<sup>13</sup>, mais de façon inégale, ce qui accroît les inégalités économiques entre ménages<sup>d7</sup>. En moyenne, les salariés à temps plein du secteur privé ont touché, en 2007, 29 279 euros bruts, soit 1 997 euros nets par mois, contre 31 266 euros bruts, soit 2 182 euros nets par mois pour les agents de la fonction publique<sup>14</sup>. Les revenus du patrimoine ne représentent que 9 % du revenu primaire brut des ménages, mais cette part est très variable selon les ménages<sup>15</sup>.

En 2007, 7,2 % des Français disposaient d'un revenu inférieur à 50 % du revenu médian (seuil de pauvreté défini par la France)<sup>note 38</sup>, bien que la moitié d'entre eux aient alors un emploi<sup>16</sup>, souvent à temps partiel et sur la base du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC). Le SMIC concerne 3,4 millions de personnes en juillet 2008<sup>17</sup> et équivaut à 8,86 euros bruts par heure en 2010<sup>115</sup>). De 200 à 300 000 personnes sont sans domicile fixe en 2009, principalement à Paris et dans les grandes villes<sup>18</sup>.

En 2007, l'indice de développement humain de la France était de 0,961, ce qui place la France au huitième rang mondial<sup>149</sup>. Néanmoins, la même année, la France n'était qu'au douzième rang des pays de l'Union européenne pour le PIB par habitant en dollars américains aux taux de change courants, alors qu'elle occupait le septième rang en 1987, un recul qui s'explique principalement par une croissance faible du PIB français<sup>9</sup>.



## Emploi

Si la France a connu durant les Trente Glorieuses une situation proche du plein emploi — au cours des seules années 1960, l'économie française a créé 1,6 millions d'emplois<sup>131</sup> —, elle fait face depuis la fin des années 1970 à une situation de chômage élevé, malgré des fluctuations qui ont fait espérer le retour du plein emploi<sup>131</sup>. Au troisième trimestre 2009, 9,5 % de la population active française est au chômage au sens du bureau international du travail<sup>F16</sup>. Le chômage touche particulièrement les jeunes, les moins diplômés, les

étrangers, et, dans une moindre mesure, les femmes<sup>note 39, 132</sup>. Les chômeurs de longue durée représentent un tiers de l'ensemble des chômeurs et sont ceux pour qui la réinsertion est souvent la plus difficile<sup>d8</sup>.

La situation de l'emploi en France est également marquée par des mutations profondes et structurelles en termes de statut et de secteur d'activité. Le salariat est devenu la principale forme d'emploi en France, représentant 89,5 % des emplois en 2008<sup>117</sup>. 5,7 millions de personnes, soit un actif sur cinq, travaillaient fin 2007 dans la fonction publique<sup>150</sup>. Surtout, l'emploi se tertiarise : l'agriculture ne représente plus depuis la fin des années 1970 que moins de 2 % des emplois<sup>131</sup>, et la part de l'industrie a été divisée par deux entre 1978 et 2007, de 28 à 14 % des emplois<sup>131</sup>, faisant de la France une économie postindustrielle<sup>151</sup>.

## Principaux secteurs d'activité



Malgré le maintien à un haut niveau de l'agriculture et de l'industrie, l'économie française est aujourd'hui principalement une économie de services. Le secteur tertiaire s'autonomise peu à peu et devient le principal moteur de la croissance économique du pays<sup>148</sup>.

## Agriculture et agro-alimentaire

La France a connu, comme d'autres pays industrialisés, des phénomènes d'exode rural et de chute de l'emploi agricole<sup>b 21</sup> ; ce dernier reste plus important que dans les autres pays d'Europe occidentale : l'agriculture employait 3 % des actifs en 2006, contre 2,5 % en Allemagne et 1,3 % au Royaume-Uni<sup>b 22</sup>. L'agriculture française a été considérablement modernisée et mécanisée dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>b 23</sup>, notamment grâce à la politique agricole commune<sup>b 21</sup>.



Une récolte de maïs à Épône, près de Paris.

La France compte 520 000 exploitations<sup>b 22</sup> de 51 hectares en moyenne en 2006<sup>b 21</sup>, faisant d'elle la première puissance agricole européenne<sup>b 24</sup>. La spécialisation régionale de la France par type de production s'accroît<sup>b 21</sup>, et les produits agricoles français sont souvent protégés par des appellations d'origine contrôlée, délimitant un terroir agricole<sup>b 25</sup>. La France est le premier producteur de vin au monde, malgré la concurrence récente des vins des « nouveaux mondes<sup>b 26</sup> » ; elle figure également parmi les premiers producteurs mondiaux de céréales, de sucre, de produits laitiers et de viande bovine<sup>b 26</sup>. Plus de 80 % des produits exportés ont été transformés par une des premières filières agroalimentaires au monde<sup>b 27</sup>. Néanmoins, dans les années 2000, l'agriculture française fait face à des difficultés liées à la surproduction, à la pollution qu'elle suscite et à des revenus très inégaux entre les exploitants<sup>b 23</sup>. De même, la pêche apparaît comme un secteur en crise<sup>b 28</sup>.

## Industrie

La France est une des principales puissances industrielles mondiales<sup>b 29</sup>. Malgré la tertiarisation de l'économie française, les entreprises industrielles représentaient 71,4 % du PIB et 79 % des exportations françaises en 2006<sup>b 30</sup>. Son industrie est caractérisée par des évolutions contrastées : à côté d'industries modernes et dynamiques, qui font de la France un des leaders mondiaux dans de nombreux domaines (automobile, aéronautique, aérospatiale, agro-alimentaire, électronique, nucléaire civil, pharmacie, cosmétique, luxe ...) <sup>b 31</sup>, de nombreuses industries traditionnelles (mines, textile, bois, chaussure, construction navale, sidérurgie ...) voient leurs effectifs et leurs chiffres d'affaires chuter<sup>b 32</sup>, obligeant des régions entières (Nord-Pas-de-Calais et Lorraine notamment) à une douloureuse reconversion<sup>b 33</sup>. À la décentralisation industrielle des années 1960, qui a permis le développement de nombreuses villes de l'ouest et du sud du pays<sup>b 34</sup>, a succédé une période de croissance faible de la production industrielle<sup>b 35</sup>, qui s'explique parfois par des délocalisations vers des pays à la main d'œuvre peu onéreuse<sup>b 35</sup>. Mais si la production se fait de plus en plus souvent à l'étranger, les entreprises françaises restent prédominantes dans de nombreux domaines<sup>b 36</sup>. Certaines occupent la première place du marché mondial dans leur domaine (par exemple Areva dans la construction de centrales nucléaires<sup>152</sup>, Danone dans les produits laitiers<sup>b 27</sup>, L'Oréal dans les

cosmétiques<sup>133</sup> ou Michelin dans les pneumatiques<sup>134</sup>).



La centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine opérée par EDF.

## Énergie

Après la disparition complète de la production française de charbon en 2005<sup>b 32</sup>, le pétrole, le gaz et surtout l'électricité sont les principales énergies consommées en France<sup>b 32</sup>. Si la France ne produit plus de pétrole brut que de façon marginale<sup>155</sup>, les treize raffineries implantées sur le territoire permettent de satisfaire plus de 90 % de la demande nationale<sup>b 32</sup>. Le groupe français Total, qui possède des concessions dans le monde entier, est la sixième entreprise mondiale et la cinquième du secteur<sup>156</sup>. La part du gaz dans la

consommation énergétique française a fortement augmenté depuis les années 1970<sup>b 32</sup> mais il s'agit à 97 % de gaz importé, notamment de Russie, d'Algérie et de la mer du Nord<sup>b 32</sup>. En revanche, la France produit plus d'électricité qu'elle n'en consomme<sup>118</sup>, notamment grâce à 59 réacteurs nucléaires<sup>157</sup> (le second parc mondial après le parc américain)<sup>158</sup> qui produisaient en 2008 plus de 76 % de l'électricité du pays<sup>118</sup>, mais dont le bilan environnemental est l'objet de débats<sup>159</sup>. Quant aux énergies renouvelables, leur part dans la production électrique française augmente et s'établit en 2008 à plus de 13 %<sup>118</sup>, en grande partie grâce à l'hydroélectrique.

## Commerce et artisanat

Depuis les années 1970, le secteur du commerce a été bouleversé par l'irruption de la grande distribution, qui représente les deux tiers des dépenses alimentaires des Français en 2008<sup>j 10</sup>. Par conséquent, de nombreux petits commerces ont disparu, même si l'on assiste en 2009 à une timide reprise, notamment dans les centres-villes<sup>j 11</sup>. La puissance de quelques grandes entreprises de la grande distribution — Carrefour par exemple est le deuxième groupe mondial du secteur<sup>156</sup> — leur permet d'imposer, dans une certaine mesure, des prix bas aux producteurs<sup>j 10</sup>.

Malgré la concurrence des entreprises industrielles, l'artisanat de son côté est parvenu à conserver une place importante dans l'économie française<sup>j 10</sup>.

## Tourisme

La France est le pays le plus visité au monde par les touristes étrangers<sup>160</sup>, mais seulement le troisième pays au monde pour les recettes liées au tourisme international<sup>note 40, 160</sup>. Le secteur du tourisme représentait en 2005 894 000 emplois directs, et au moins autant d'emplois indirects<sup>b 14</sup>. Plus de 1,3 milliards de nuitées ont été effectuées par des touristes en France en 2007<sup>160</sup>, dont une partie dans les 3,178 millions de résidences secondaires du pays<sup>119</sup>. Les motifs de ce tourisme sont variés : il s'agit tout à la fois d'un tourisme culturel (notamment à Paris)<sup>b 15</sup>, balnéaire (notamment sur la Côte d'Azur<sup>b 15</sup>), naturel<sup>b 15</sup>, d'affaires (Paris est la première destination mondiale pour ce type de tourisme<sup>b 15</sup>), de loisirs (Disneyland Paris est de loin le parc d'attractions le plus fréquenté d'Europe<sup>161</sup>) et de sports d'hiver (dans les Alpes du Nord notamment<sup>c 3</sup>). Les sites touristiques payants les plus fréquentés sont dans leur majorité situés en Île-de-France (Disneyland Paris, Musée du Louvre, Tour Eiffel, Château de Versailles ...) <sup>162</sup>; quelques sites de province attirent néanmoins un tourisme nombreux, comme les châteaux de la Loire, le Mont-Saint-Michel ou le parc du Futuroscope<sup>162</sup>.



La tour Eiffel à Paris, un des monuments payants les plus visités au monde.

## Recherche

La France consacre une part moyennement élevée de son PIB à la recherche et développement<sup>h 1</sup> (2,02 % en 2009<sup>163</sup>), mais ces dépenses sont davantage financées par le secteur public<sup>h 1</sup> (41 % en 2008<sup>164</sup>) et consacrées à la recherche fondamentale<sup>h 2</sup> que dans les autres pays de l'Union européenne et *a fortiori* de l'OCDE. Si la recherche française est à l'origine de nombreuses découvertes et a été récompensée à de multiples reprises (voir *infra*), le nombre de brevets déposés par des entreprises françaises est relativement faible<sup>h 3</sup>, d'autant que les relations entre les entreprises privées et la recherche publique sont souvent jugées médiocres<sup>h 2</sup>.

La plupart des chercheurs travaillent dans des centres de recherche publics<sup>h 1</sup>, comme le CNRS (Centre national de la recherche scientifique). Depuis 2002, la plupart de ces centres de recherche sont organisés en réseaux avec des universités et des entreprises, pour former des pôles de compétitivité (71 en 2007<sup>165</sup>).

## Finance et assurance

Le secteur bancaire français a longtemps été caractérisé par sa faible concentration, par la ferme réglementation qui l'encadrait et par la part importante du secteur public, mais cette situation a changé au cours des années 1990<sup>h 4</sup> et 2000. Les banques françaises BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole se placent respectivement aux quatrième, neuvième et dixième places mondiales du secteur en 2009<sup>166</sup>. Le secteur des assurances occupe également une place importante dans l'économie française, AXA étant la première compagnie d'assurance européenne<sup>167</sup>.

La bourse de Paris, filiale d'Euronext depuis 2000, est le marché officiel des actions en France.

L'indice CAC 40, qui regroupe les cours de 40 actions parmi les plus échangées, représentait une capitalisation totale de plus de 1 000 milliards d'euros fin 2009<sup>168</sup>.

## Place de la France dans l'économie mondiale

En 2009, la France est la cinquième puissance économique mondiale par le PIB nominal<sup>169</sup> ou la neuvième à parité de pouvoir d'achat<sup>170</sup>. La France est en 2010 le quatrième pays au monde par le nombre d'entreprises figurant parmi les 500 premières entreprises mondiales<sup>171</sup>.

L'économie française est fortement extravertie<sup>a 20</sup>, notamment vis-à-vis de ses partenaires européens (65 % des exportations françaises<sup>172</sup>). Cette situation est en partie liée à l'épuisement ou à l'insuffisance des ressources minières et énergétiques du pays, qui l'obligent à importer<sup>d 9</sup>, et à la taille relativement réduite de ce pays. Mais elle s'explique également par l'importance des exportations. Selon une étude du cabinet d'audit KPMG publiée en 2006, « la France offre globalement des coûts d'implantation plus faibles que ses grands voisins européens, non seulement sur l'énergie, les transports et l'immobilier, mais aussi sur la main d'œuvre<sup>a 21</sup> ». Avec une part de marché mondiale d'environ 8 %, la France est le second exportateur de produits agroalimentaires produits sur place, notamment grâce aux exportations d'alcools<sup>a 22</sup>.

Néanmoins, le commerce extérieur de la France connaît d'importantes difficultés. Depuis 2004, la France connaît un déficit de sa balance commerciale, de plus en plus creusé<sup>a 23</sup> (- 75,4 milliards de dollars en 2009<sup>170</sup>), une situation qui s'explique en partie par le niveau élevé de l'euro face au dollar<sup>a 23</sup>. Entre 1990 et 2006, la part de marché mondiale de la France dans les exportations de marchandises est passée de 6,3 à 4,1 %<sup>a 24</sup> : la France n'est plus en 2009 que le cinquième importateur et le sixième exportateur mondial<sup>170</sup>. Selon Eurostat, cette dégradation du commerce extérieur français serait en partie dû à une augmentation des coûts salariaux horaires<sup>a 25</sup>.

## Patrimoine culturel



La galerie des Glaces du Château de Versailles, chef-d'œuvre de l'architecture baroque du xvii<sup>e</sup> siècle.

### Patrimoine architectural

La France possède un patrimoine architectural riche, témoin d'une longue histoire et de la rencontre de différents traits civilisationnels. Sur les 731 biens culturels<sup>note 41</sup> classés au patrimoine mondial par l'UNESCO au 31 juillet 2010, 32 sont français, ce qui fait de la France le troisième pays du monde en nombre de sites culturels classés au patrimoine mondial<sup>note 42, 173</sup>. Le patrimoine architectural français comporte à la fois des édifices d'architecture religieuse (l'abbaye de Fontenay par exemple), politique (les châteaux de la Loire), industrielle (la saline royale d'Arc-et-Senans), militaire (les villes fortifiées par Vauban) et urbaine (la place Stanislas de Nancy). Il comporte des exemples

d'architecture de toutes les époques, de l'architecture romaine (le pont du Gard) à l'architecture d'après-guerre (le centre-ville du Havre), en passant par des chefs-d'œuvre de l'architecture romane (l'abbaye de Saint-Savin-sur-Gartempe), gothique (la cathédrale d'Amiens) et classique (le canal du Midi). En France, les bâtiments d'intérêt historique peuvent être inscrits ou classés monument historique, ce qui leur assure une protection de l'État.

## Patrimoine artistique et événements culturels

Si des productions artistiques sont attestées dans l'espace correspondant à la France actuelle dès la Préhistoire<sup>m1</sup>, on ne peut parler d'« art français » avant le début du II<sup>e</sup> millénaire de notre ère, à l'époque où un État et une nation commencent à se former<sup>f1</sup>. À partir de cette époque, les Beaux-Arts français vont être en grande partie similaires à ceux du reste de l'Europe occidentale, voyant se succéder un art roman aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles et un art gothique du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècles<sup>m2</sup>; la célébration de la puissance de la monarchie française<sup>f2</sup>, d'un « espace privilégié » (A. Chastel)<sup>f3</sup> et la représentation du sacré<sup>f4</sup> font partie des thèmes privilégiés d'un art principalement commandé par le pouvoir politique ou religieux. La Renaissance et le développement du classicisme au XVII<sup>e</sup> siècle puis du néoclassicisme au XVIII<sup>e</sup> siècle sont l'expression à la fois d'une recherche de l'ordre et de l'apparat et d'influences antiques et italiennes<sup>m3</sup>; c'est également à l'époque moderne qu'émergent des figures individuelles d'artistes, telles les peintres Poussin, La Tour, Watteau, Fragonard, Greuze, David, Gros et Ingres, ou les sculpteurs Girardon, Coysevox, Puget et Houdon<sup>m4</sup>. Aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, la France joue un rôle majeur dans les grands courants et révolutions artistiques occidentaux : le romantisme (Delacroix), le réalisme (Courbet), l'impressionnisme (Monet, Renoir, Manet) et le néo-impressionnisme (Van Gogh, Cézanne, Gauguin), le fauvisme (Matisse, Vlaminck), le cubisme (Braque, Picasso) ou encore le surréalisme (Duchamp) comptent des artistes français parmi leurs principaux représentants<sup>m4, m5</sup>. Auguste Rodin, de son côté, révolutionne la sculpture à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>m6</sup>.



Nicolas Poussin, *L'Inspiration du poète*, c. 1629-1630, Musée du Louvre, Paris.



Jacques-Louis David, *La Mort de Marat*, 1793, Musées royaux des beaux-arts, Bruxelles.



Claude Monet, *Nymphéas*, 1916, Musée Marmottan, Paris.



Auguste Rodin, *Le Penseur*, 1902, Musée Rodin, Paris.

Contrairement à plusieurs pays qui s'incarnent dans une grande figure d'écrivain, la littérature française compte de nombreuses figures à l'importance et à la renommée à peu près équivalentes<sup>m7</sup>. Il serait vain de tenter d'en faire la liste, mais on peut citer au Moyen Âge les poètes Chrétien de Troyes et Villon<sup>m4</sup>; au XVI<sup>e</sup> siècle, le romancier Rabelais, l'essayiste

Montaigne et les poètes Du Bellay et Ronsard marquent la Renaissance<sup>m 4</sup>. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les dramaturges Corneille, Racine et Molière, le poète Boileau, le fabuliste La Fontaine et l'inclassable Pascal s'attachent à maintenir ou rétablir l'ordre par la raison<sup>m 4</sup>; au XVIII<sup>e</sup> siècle, les auteurs des Lumières Voltaire, Diderot et Rousseau, les romanciers Prévost, Laclos et Sade et les dramaturges Marivaux et Beaumarchais fustigent la société de leur époque tout en abordant des sujets jusque là prohibés<sup>m 4</sup>. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le roman connaît un apogée avec Stendhal, Balzac, Hugo, Dumas, Flaubert et Zola, mais les autres genres ne sont pas en reste, comme le montrent le mémorialiste Châteaubriand et les poètes Lamartine, Musset, Baudelaire, Vigny, Rimbaud et Mallarmé<sup>m 4</sup>. Au XX<sup>e</sup> siècle, le manque de recul rend plus difficile la perception de figures majeures; on peut néanmoins citer les poètes Apollinaire, Éluard, Aragon, Char et Prévert, les romanciers Proust, Gide, Céline, Sartre, Camus et Sarraute, et les dramaturges Giraudoux, Cocteau, Beckett et Ionesco<sup>m 4</sup>.

Divisée au Moyen Âge entre un art religieux inspiré du chant grégorien et le chant profane des troubadours et trouvères<sup>174</sup>, la musique française atteint un certain apogée à partir de l'époque classique, avec des compositeurs comme Lully et Charpentier au XVII<sup>e</sup> siècle, Rameau au XVIII<sup>e</sup> siècle, Berlioz, Gounod et Bizet au XIX<sup>e</sup> siècle, ou Debussy au XX<sup>e</sup> siècle — beaucoup de ces artistes composent des opéras<sup>174</sup>. À partir du début du XX<sup>e</sup> siècle, la musique dite « populaire » prend son essor<sup>175</sup>, mêlant des genres propres à la France (la chanson française) à des genres importés (rock et rap en particulier), et permettant à des vedettes comme Claude François, Johnny Hallyday, Sheila, Michel Sardou ou Jean-Jacques Goldman<sup>176</sup> de vendre des dizaines de millions de disques.

Le cinéma, inventé en 1895 à Lyon par les frères Lumière, reste une activité importante en France malgré la concurrence hollywoodienne: la France est en 2005 le sixième producteur mondial<sup>note 43</sup> et le premier producteur européen de longs-métrages<sup>177</sup>. Le cinéma français, principalement tourné depuis les années 1980 vers la comédie et le cinéma d'auteur, a produit dans les années 2000 quelques films au succès mondial, comme *Le Fabuleux destin d'Amélie Poulain*<sup>note 44</sup> ou *La Marche de l'empereur*<sup>note 45, 178</sup>. Le Festival international du film, organisé chaque année à Cannes, est l'événement culturel le plus médiatisé au monde<sup>179</sup>.



Descente des marches des acteurs du film français *Entre les murs*, lauréat de la palme d'or au Festival de Cannes 2008.

Attachée à l'idée d'une « exception culturelle », la France protège sa culture, notamment par le biais de quotas de films français à la télévision et d'œuvres musicales françaises à la radio<sup>180</sup>.

## Une longue tradition scientifique

La France est depuis le Moyen Âge un foyer de connaissances et de découvertes majeur. L'université de Paris, créée en 1200, a été dès son origine et jusqu'à l'époque contemporaine l'une des plus importantes d'Occident<sup>181</sup>. Au 1<sup>er</sup> septembre 2010, 56 Françaises et Français se sont vu décerner un prix Nobel<sup>note 46, 182</sup> et onze ont obtenu la médaille Fields<sup>183</sup>.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, René Descartes définit une méthode pour l'acquisition d'un savoir scientifique, tandis que Blaise Pascal resta célèbre pour son travail sur les probabilités et la mécanique des fluides. Le XVIII<sup>e</sup> siècle fut marqué par les travaux du biologiste Buffon et du chimiste Lavoisier, tandis que Diderot et D'Alembert publiaient l'*Encyclopédie*. Au XIX<sup>e</sup> siècle, Augustin Fresnel fut le fondateur de l'optique moderne, Sadi Carnot posa les bases de la thermodynamique, et Louis Pasteur fut un pionnier de la microbiologie. Au XX<sup>e</sup> siècle, on peut citer le mathématicien et physicien Henri Poincaré, les physiciens Henri Becquerel, Pierre et Marie Curie, restés célèbres pour leurs travaux sur la radioactivité, le physicien Paul Langevin ou encore le virologue Luc Montagnier, co-découvreur du virus du sida.



Une tranche de roquefort, l'un des fromages français les plus réputés.

## Gastronomie

La cuisine française est renommée, notamment grâce à ses nombreux vins (champagne, vins de Bordeaux ou de Bourgogne etc.) et fromages (roquefort, camembert etc.)<sup>184, 185</sup>, et grâce à la haute gastronomie qu'elle pratique depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>g 1</sup>. Néanmoins, la cuisine française est extrêmement variée, et est essentiellement constituée de spécialités régionales ayant conquis l'ensemble du territoire<sup>g 2</sup>, comme la choucroute alsacienne, la quiche lorraine, les rillettes tourangelles, le foie gras périgourdin, le cassoulet languedocien, la

tapenade provençale ou les quenelles lyonnaises. De plus, de véritables frontières culinaires se dessinent dans le pays, entre un nord utilisant le beurre et l'échalote et un sud leur préférant l'huile et l'ail<sup>g 3, 12</sup>, et entre des régions à la cuisine terrienne (le Périgord par exemple) et d'autres à la cuisine résolument tournée vers la mer (la Provence)<sup>g 4</sup>. Néanmoins, ces frontières ont tendance à disparaître aujourd'hui, en raison de la jonction des modes de vie et de l'essor d'une cuisine mondialisée<sup>g 5</sup>.

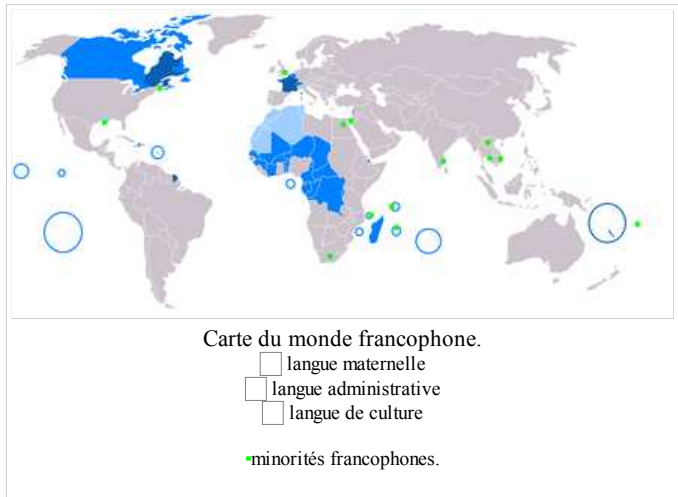
Le « repas gastronomique des Français » a été inscrit le 16 novembre 2010 à la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO<sup>186</sup>.

## Rayonnement culturel international

Depuis le Moyen Âge et jusqu'aux années 2000, la France possède un rôle décisif dans l'histoire artistique, culturelle, intellectuelle et politique de nombreux pays<sup>13</sup>. En particulier, beaucoup de ses anciennes colonies utilisent en 2010 sa langue, son droit, ses institutions politiques ou encore son système fiscal<sup>13</sup>. La politique culturelle est depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle un aspect majeur de la politique étrangère de la France<sup>187</sup>.



L'influence culturelle mondiale de la France passe notamment par le français, langue de l'élite européenne et de la diplomatie jusqu'au début du  $xx^e$  siècle<sup>14</sup>. Le français, parlé par quelque 159 millions de locuteurs (dont 25 millions le parlent comme une langue étrangère)<sup>note 47,14</sup>, est une des deux langues de travail de l'Organisation des Nations unies et de ses agences, une des trois principales langues de travail de la Commission européenne et de l'Union africaine. La France est un membre fondateur de l'Organisation internationale de la francophonie, qui regroupe 70 pays en 2010 et promeut la langue française, ainsi que les valeurs démocratiques et les droits de l'homme<sup>188</sup>.



La présence culturelle de la France à l'étranger est entretenue non seulement par ses représentations diplomatiques, mais aussi par le réseau étendu de l'Alliance française<sup>189</sup> et par les plus de 400 établissements scolaires français à l'étranger<sup>190</sup>. De plus, la France est à l'origine de la création de médias à vocation internationale, tels que la radio RFI ou les chaînes de télévision TV5 et France 24<sup>191</sup>.

## Compléments

### Notes

1. Dont 543 965 en France métropolitaine. Les 432 000 km<sup>2</sup> de la Terre Adélie concernés par le Traité sur l'Antarctique de 1959, qui a conduit au gel des revendications territoriales sur ce continent, sont exclus de ce calcul.
2. 63,1 millions de personnes vivent en métropole et 1,9 million dans les départements d'outre-mer. Avec les 795 000 habitants des collectivités d'outre-mer (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna, Saint-Martin et Saint-Barthélemy), la population de l'ensemble des territoires français atteint 65,8 millions.
3. Cette valeur concerne toute la France, métropolitaine comme d'outre-mer. La densité de population en France métropolitaine est de 115 habitants/km<sup>2</sup>.
4. Franc CFP dans les collectivités du Pacifique : 1 000 XPF = 8,38 EUR exactement, soit 1 EUR ≈ 119,3317 XPF environ (source officielle IEOM)
5. .gp, .mq, .gf, .re, .pm, .yt, .tf, .wf, .pf et .nc pour les collectivités d'outre-mer, ainsi que .eu (partagé avec les autres pays de l'Union européenne).
6. Une partie de la frontière de la France avec l'Allemagne correspond néanmoins au



- cours du Rhin.
7. Des populations francophones résident en Belgique et en Suisse.
  8. La souveraineté de la France sur ce territoire, contesté par l'Australie, est en outre limitée par les clauses du traité sur l'Antarctique.
  9. L'aire urbaine parisienne comptait en 1999 11 174 743 habitants, contre 1 648 216 pour l'aire urbaine lyonnaise. À titre de comparaison, Rome est la troisième aire urbaine d'Italie et compte 1,75 fois moins d'habitants que la première Milan ; Berlin possède une population comparable à celles de Francfort, Munich, Stuttgart et Hambourg ; Barcelone est proche de Madrid en termes d'aire urbaine.
  10. Ces valeurs concernent l'année 2007, et correspondent à la part du transport routier dans le total des transports de voyageurs et marchandises cette année-là, respectivement en voyageurs-km et en tonnes-km.
  11. Airbus est issu de la coopération de la France avec ses voisins allemand, espagnol et britannique.
  12. Depuis la fin du IX<sup>e</sup> siècle, les rois sont élus par les grands du royaume et ne sont plus systématiquement carolingiens.
  13. Cette valeur est issue des chroniques du contemporain Jean Froissart. Mais, selon des travaux récents portant sur quelques provinces du royaume, la population de ces provinces aurait été divisée par deux, voire par trois entre 1315 et 1450, la peste étant le principal facteur de cette chute démographique.
  14. Derrière cet absolutisme apparent, le pouvoir de Louis XIV reste néanmoins limité par les multiples franchises, privilèges et libertés qu'ont obtenus au cours des siècles précédents de nombreuses entités politiques régionales ou locales.
  15. Napoléon I<sup>er</sup> est notamment à l'origine de la création de la Banque de France, des lycées, des chambres de commerce, des cours d'appel, de la Légion d'honneur ou encore des préfetures. C'est également sous son règne que sera adopté le code civil français.
  16. 238 000 militaires français auraient été tués au cours de la Seconde Guerre mondiale, selon *Histoire : Le monde de 1939 à nos jours* (manuel scolaire de terminale), Nathan, 1998.
  17. Jacob Robinson donne le nombre de 83000 Juifs exterminés en France ou à partir du territoire français (Jacob Robinson, *Encyclopaedia Judaica*, cité par Léon Poliakov, *Histoire de l'antisémitisme*, t. 2, Seuil, 1993, p. 527).
  18. L'expression de « régime semi-présidentiel » est due à Maurice Duverger, celle de « régime parlementaire bireprésentatif » à Marie-Anne Cohendet.
  19. Néanmoins, ce droit d'appel n'existe pas dans certains cas où le litige ou les réquisitions du plaignant sont considérées comme de faible importance. Le pourvoi en cassation reste cependant toujours possible. Voir à ce sujet l'article Organisation juridictionnelle (France).
  20. Il faut cependant ajouter à cette liste le cas de certaines entités au statut particulier. La Collectivité territoriale de Corse possède un statut à part, distinct de celui des régions. Quant aux trois plus grandes communes du pays (Paris, Marseille et Lyon), elles sont divisées en arrondissements municipaux, au sein desquels un conseil d'arrondissement est élu, mais ce conseil d'arrondissement ne possède que des pouvoirs limités et généralement subordonnés à l'accord du conseil municipal.
  21. En 2009, les habitants de Mayotte se sont prononcés par référendum pour la départementalisation de leur collectivité, dont le statut était déjà proche de celui des départements.
  22. En 1965 et 1974, le parti communiste n'avait pas présenté de candidat aux présidentielles. Par ailleurs, Édouard Balladur, dissident du RPR investi par l'UDF lors de l'élection présidentielle de 1995, est comptabilisé dans les voix du centre.
  23. Entre 1974 et 2002, au premier tour de chaque élection présidentielle, la part des suffrages exprimés obtenus par les trois premiers candidats cumulés n'a cessé de diminuer, de presque 91 % en 1974 à un peu moins de 53 % en 2002. Néanmoins, cette évolution a été contredite par l'élection présidentielle de 2007 : les trois premiers candidats ont obtenu plus de 75 % des suffrages exprimés, un résultat qui s'explique en partie par la peur des électeurs de ne pas voir, comme en 2002, le candidat d'un des deux principaux partis se qualifier pour le second tour.
  24. Depuis 2009, les Verts sont associés à d'autres partis écologistes dans l'alliance électorale Europe Écologie.
  25. Le diagramme de gauche représente les principaux impôts en pourcentage des recettes fiscales de l'État en 2007. Le diagramme de droite représente la part du PIB français revenant aux administrations publiques et de sécurité sociale après prélèvements obligatoires et transferts. IR = Impôt sur le

- revenu des personnes physiques ; CSG = Contribution sociale généralisée ; IS = Impôt sur les sociétés ; TVA = Taxe sur la valeur ajoutée ; TIPP = Taxe intérieure sur les produits pétroliers.
26. C'est-à-dire en incluant les prestations sociales *stricto sensu*, les prestations des services sociaux (l'accès gratuit ou à tarif réduit à l'hospitalisation publique, aux transports en commun pour les RMIstes, les personnes âgées et les jeunes enfants, etc) et les prestations fiscales (notamment l'application du quotient familial dans le calcul de l'impôt sur le revenu), mais sans prendre en compte les dépenses des mutuelles de santé.
  27. Un retrait prochain des forces françaises du Sénégal est annoncé.
  28. En 2008, 41 des aides et 49 % du personnel à l'étranger de l'Agence française de développement concernaient l'Afrique subsaharienne. Parmi les sept principaux États bénéficiaires des fonds de l'AFD (Afrique du Sud, Chine, Sénégal, Maroc, Indonésie, Égypte et Tunisie), cinq sont africains et trois sont d'anciennes colonies françaises.
  29. La France possède de nombreux autres symboles officiels, notamment le coq gaulois, l'hexagone, les majuscules associées « RF » ou encore la figure de Jeanne d'Arc.
  30. Le *CIA World Factbook* l'estime à 80,97 ans, ce qui place la France au huitième rang mondial (source (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2102rank.html>) ).
  31. Selon une enquête de SOS Homophobie, en 2004, deux tiers des homosexuels ont fait l'objet de remarques désagréables.
  32. Cette différence salariale pure correspond à des comparaisons à secteur d'activité, expérience, qualification, diplôme, situation familiale et passé dans le monde du travail équivalents.
  33. Les communes gèrent des écoles maternelles et élémentaires, les départements gèrent les collèges et les régions les lycées.
  34. Selon l'OJD, le quotidien régional Ouest France est vendu à plus de 762 000 exemplaires chaque jour, le magazine hebdomadaire TV Mag à plus de 6 millions d'exemplaires et le quotidien sportif L'Équipe à plus de 303 000 exemplaires (en ne comptant que son édition générale).
  35. C'est à Paris que s'est réuni le premier congrès olympique en 1894, sous la direction du Français Pierre de Coubertin, qui décida le rétablissement des Jeux olympiques.
  36. « The Great Nations of Sport »
  37. Enquête Sofres pour Le Figaro Magazine, réalisée au printemps 1988 au Québec, en Belgique, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, au Japon et en URSS. Les personnes interrogées pouvaient donner plusieurs réponses. Les valeurs indiquées ici sont des moyennes des valeurs relevées dans les États ou provinces mentionnées, pondérées par leur poids démographique.
  38. et 13,2 % à 60 % du revenu médian (seuil de pauvreté défini par l'Union Européenne)
  39. L'écart entre hommes et femmes en terme de taux de chômage tend à se résorber. Fin 2008, 8,8 % des femmes actives étaient au chômage, contre 7,6 % des hommes actifs.
  40. La faible importance des recettes touristiques par rapport au nombre de touristes en France s'explique par la durée des séjours, souvent courte : en effet, il s'agit très majoritairement de touristes européens (qui viennent souvent pour un week-end), ou, lorsqu'il s'agit de touristes extra-européens, ceux-ci visitent souvent plusieurs pays européens dans le même voyage.
  41. En incluant les sites dits mixtes, à l'intérêt à la fois naturel et culturel.
  42. À égalité avec l'Allemagne et la République populaire de Chine, et derrière l'Italie et l'Espagne.
  43. En nombre de films produits, derrière l'Inde, le Nigeria, les États-Unis, le Japon et la République populaire de Chine.
  44. La comédie romantique *Le Fabuleux destin d'Amélie Poulain*, réalisé par Jean-Pierre Jeunet et sorti en 2001, a engrangé 23 115 858 entrées à l'étranger au 31 décembre 2009.
  45. Le documentaire *La Marche de l'empereur*, réalisé par Luc Jacquet et sorti en 2005, a engrangé 19 962 345 entrées à l'étranger au 31 décembre 2009.
  46. Dont une l'a reçu deux fois (Marie Curie). Ce chiffre inclut l'unique lauréat français du Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, couramment appelé prix Nobel d'économie.
  47. Ces valeurs ne concernent que les personnes parlant effectivement le français (et non celles vivant dans un pays francophone sans parler cette langue) et sont des estimations de l'Organisation internationale de la

## Codes

---

La France a pour codes :

- LF, selon la liste des préfixes des codes OACI des aéroports ;
- F, selon la Liste des codes internationaux des plaques minéralogiques ;
- FR, selon la norme ISO 3166-1 (liste des codes pays), code alpha-2 ;
- FRA, selon la norme ISO 3166-1 (liste des codes pays), code alpha-3 ;
- FRA, selon la liste des codes pays du CIO ;
- .fr, selon la liste des Internet TLD (Top level domain) ;
- FR, selon la liste des codes pays utilisés par l'OTAN, code alpha-2 ;
- FRA, selon la liste des codes pays utilisés par l'OTAN, code alpha-3.

## Bibliographie

---

### Liens externes

---

- Portail officiel de la France (<http://www.france.fr/>)
- Institut national de la statistique et des études économiques (<http://www.insee.fr/>)
- Catégorie France (<http://www.dmoz.org/World/Français/Régional/Europe/France/>) de l'annuaire dmoz

## Références

- **Lahsen Abdelmalki, Daniel Dufourt et René Sandretto, *L'Économie française : Éléments fondamentaux*, Séfi, coll. « Les Classiques Économie-Gestion », Paris, 2008, 352 p. (ISBN 978-2-895-091-11-0)**

1. p.131.	8. p.180.	15. p.190.	active	<i>résultats</i> ,	21. p.33.
2. p.133.	9. p.179.	16. p.194-195.	pour la	juillet	22. p.269.
3. p.140.	10. p.182.	17. p.193-194.	France	2006,	23. p.291.
4. p.138.	11. p.181.	18. Insee,	métropolitaine	cité	24. p.295.
5. p.135.	12. p.188.	« Projections	2006-2050 »,	p.194.	25. p.296.
6. p.212.	13. p.184.	de	<i>Synthèses</i>	19. p.187.	
7. p.214.	14. p.189.	population	<i>de</i>	20. p.28.	

- **Vincent Adoumié (dir.), Christian Daudel, Didier Doix, Jean-Michel Escarras et Catherine Jean, *Géographie de la France*, Hachette supérieur, coll. « HU Géographie », Paris, 2007, 288 p. (ISBN 978-2-01-145772-1)**

1. p.19 et	6. p.35-36.	12. p.37.	18. p.153-154.	24. p.119.	30. p.138.
38-39.	7. p.31-32	13. p.128.	19. p.158.	25. p.122.	31. p.136-14
2. p.39.	8. p.227	14. p.161.	20. p.141-142.	26. p.125-126.	32. p.140.
3. p.178.	9. p.29-30.	15. p.162-163.	21. p.120.	27. p.123.	33. p.186.
4. p.194.	10. p.32-33.	16. p.43.	22. p.121.	28. p.129.	34. p.142.
5. p.41-42.	11. p.33.	17. p.155.	23. p.118.	29. p.135.	35. p.143.

36. p.139-140.

- Annie Badower et Augusta Cadars, *La France, industries-services*, Dalloz, coll. « Sirey », Paris, 1994, 272 p. (ISBN 2-247-01703-7)

1. p.250.

2. p.19-30.

3. p.252.

- Pierre Bauchet, *Comprendre l'économie française*, Economica, Paris, 1999, 126 p. (ISBN 2-7178-3796-5)

1. p.22.

4. p.82-83 et 86-87.

7. p.14-16.

2. p.81.

5. p.84-85.

8. p.21.

3. p.84.

6. p.82 et 86.

9. p.7.

- Jean Carpentier (dir.), François Lebrun (dir.), Alain Tranoy, Elisabeth Carpentier et Jean-Marie Mayeur (préface de Jacques Le Goff), *Histoire de France*, Points Seuil, coll. « Histoire », Paris, 2000 (1<sup>re</sup> éd. 1987), 514 p. (ISBN 2-02-010879-8)

1. p.17.

18. p.84.

35. p.116-118.

51. p.209-214.

66. p.267-269.

83. p.336-341.

2. p.18.

19. p.84-88.

36. p.131.

52. p.207-209

67. p.269-270.

84. p.344-347.

3. p.20-24.

20. p.88-89.

37. p.139-142.

et 212-213.

68. p.270-274.

85. p.345.

4. p.25.

21. p.89-90.

38. p.134.

53. p.211.

69. p.278.

86. p.345-347.

5. p.29.

22. p.92-93.

39. p.135.

54. p.212-213.

70. p.279.

87. p.346-351.

6. p.28.

23. p.92-94.

40. p.145.

54. p.212-213.

71. p.282.

88. p.378-381.

7. p.34-41.

24. p.91.

41. p.147-149.

55. p.232-233.

72. p.282-285.

89. p.351-354.

8. p.41-42.

25. p.98.

42. p.150-152.

56. p.233.

73. p.286-290.

90. p.358-361.

9. p.44-45.

26. p.99-100.

43. p.153-154.

57. p.219-225.

74. p.290-294.

91. p.363-366.

10. p.53-55.

27. p.100-101.

44. p.175.

58. p.234-237.

75. p.294-298.

92. p.368-369.

11. p.53-54.

28. p.100-104.

45. p.184-186.

59. p.238-242.

76. p.319.

93. p.369-371.

12. p.66-67.

29. p.105-106.

46. p.187-188.

60. p.242-243.

77. p.295-299.

94. p.372.

13. p.70-72.

30. p.110.

47. p.193-198.

61. p.243-246.

78. p.322-323.

95. p.373.

14. p.76-77.

31. p.111.

48. p.201-202

62. p.245-248.

79. p.325.

96. p.373-377.

15. p.77.

32. p.120-121.

et 231.

63. p.250-257.

80. p.325-329.

97. p.375.

16. p.79-82.

33. p.112.

49. p.206-208.

64. p.255-258.

81. p.333.

17. p.81.

34. p.115.

50. p.214-215.

65. p.259.

82. p.335-336.

- André Chastel, *Introduction à l'histoire de l'art français*, Flammarion, coll. « Champs arts », Paris, 1993, 226 p. (ISBN 978-2-0812-1746-1)

1. p.26.

3. p.19-28.

2. p.88-95.

4. p.96-100.

- Raymond Dumay (préface de Jean-Claude Pirotte), *De la gastronomie française*, La Table Ronde, coll. « La petite Vermillon », Paris, 2009, 211 p. (ISBN 978-2710331377)

1. p.53 et 62.

3. p.119.

5. p.163-167.

2. p.160-161.

4. p.111.

- Thomas Guillaume, *L'économie française à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Economica, Paris, 2000, 528 p. (ISBN 2-7178-4132-6)

1. p.408.

3. p.409.

2. p.411.

4. p.452-455.

- Louis Maurin (préface de Denis Clerc), *Déchiffrer la société française*, La Découverte, Paris, 2009, 368 p. (ISBN 978-2-7071-5413-2)

- |              |                |                      |            |                  |                 |
|--------------|----------------|----------------------|------------|------------------|-----------------|
| 1. p.266.    | 12. p.50.      | et                   | n° 44.5,   | 22. p.125.       | <i>Drogues,</i> |
| 2. p.265.    | 13. p.288-289. | femmes.              | octobre    | 23. p.118-119.   | <i>chiffres</i> |
| 3. p.17-18.  | 14. p.44-45.   | Des                  | 2008,      | 24. p.274.       | <i>clés,</i>    |
| 4. p.26-27.  | 15. p.57.      | disparités           | citée      | 25. p.276.       | 2007,           |
| 5. p.84.     | 16. Lara       | persistantes »,      | p.63-64.   | 26. p.275.       | citée           |
| 6. p.81.     | Muller,        | dans                 | 17. p.66.  | 27. Observatoire | p.280-28        |
| 7. p.80-83.  | « Les          | <i>Premières</i>     | 18. p.323. | français         | 28. p.277.      |
| 8. p.88-89.  | écarts de      | <i>informations,</i> | 19. p.324. | des              | 29. p.333.      |
| 9. p.87.     | salaires       | Ministère            | 20. p.116. | drogues          | 30. p.335.      |
| 10. p.83.    | entre          | de                   | 21. p.123. | et               | 31. p.144.      |
| 11. p.48-50. | hommes         | l'Emploi,            |            | toxicomanies,    | 32. p.148.      |

■ **Gérard Mermet, *Franco-scopie 2010*, Larousse, coll. « Essais et documents », Paris, 2009, 544 p. (ISBN 978-2-03-584538-2)**

- |               |           |           |                |                |
|---------------|-----------|-----------|----------------|----------------|
| 1. p.58-62.   | 4. p.321. | 7. p.326. | citée          | 11. p.291-293. |
| 2. p.290.     | 5. p.342. | 8. p.346. | p.341.         |                |
| 3. p.339-340. | 6. p.344. | 9. OCDE,  | 10. p.291-292. |                |

■ **Pierre Pactet, *Les institutions françaises*, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1998 (1<sup>re</sup> éd. 1976), 128 p. (ISBN 2-13-045632-4)**

- |             |                |              |              |              |           |
|-------------|----------------|--------------|--------------|--------------|-----------|
| 1. p.13.    | 6. p.14.       | 11. p.26-27. | 16. p.85.    | 21. p.50-53. | 26. p.76. |
| 2. p.21.    | 7. p.15.       | 12. p.88.    | 17. p.86.    | 22. p.54.    |           |
| 3. p.22.    | 8. p.16-19.    | 13. p.90.    | 18. p.87.    | 23. p.57.    |           |
| 4. p.23.    | 9. p.19-20.    | 14. p.91-93. | 19. p.88.    | 24. p.72.    |           |
| 5. p.22-23. | 10. p.100-103. | 15. p.84.    | 20. p.79-80. | 25. p.78-79. |           |

■ **Jean-Robert Pitte, *La France*, Armand Colin, coll. « Coursus », Paris, 2009, 224 p. (ISBN 978-2-200-35189-2)**

- |               |               |
|---------------|---------------|
| 1. p.206-207. | 3. p.191-192. |
| 2. p.58.      | 4. p.194-195. |

■ **Collectif, *France*, Michelin, coll. « Le Guide Vert », Clermont-Ferrand, 2003, 528 p. (ISBN 2-06-100706-6)**

- |             |                                  |             |
|-------------|----------------------------------|-------------|
| 1. p.80.    | 4. Les noms cités dans l'article | 5. p.89-90. |
| 2. p.81-83. | sont tous cités dans les pages   | 6. p.90.    |
| 3. p.84-88. | 85 à 95.                         | 7. p.92.    |

■ **Collectif, *L'état de la France - Édition 2009-2010*, La Découverte, Paris, 2009, 448 p. (ISBN 978-2-7071-5796-6)**

- |               |                                 |                              |
|---------------|---------------------------------|------------------------------|
| 1. p.310.     | 4. p.217.                       | détaillée dans les pages 217 |
| 2. p.309.     | 5. Les partis indiqués ici sont | à 224.                       |
| 3. p.215-216. | ceux dont l'analyse est         |                              |

■ **Site de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) (<http://www.insee.fr>)**

- |   |  |  |
|---|--|--|
| 1. ( <b>fr</b> ) Bilan démographique<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1332#inter1">http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1332#inter1</a> )<br>2010 | supérieur<br>( <a href="http://www.insee.fr/fr/insee_regions/idf/rfc/chifcfe_fiche.asp?ref_id=EDUTC003&amp;ref_id=NATTEF01203">http://www.insee.fr/fr/insee_regions/idf/rfc/chifcfe_fiche.asp?ref_id=EDUTC003&amp;ref_id=NATTEF01203</a> )<br>tab_id=1124) | urbaines ( <a href="http://insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&amp;tab_id=1124">http://insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&amp;tab_id=1124</a> ) |
| 2. Effectifs de l'enseignement  | 3. Les 30 premières aires  | 4. Communes de France les plus peuplées  |

- ([http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=NATTEF01214](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF01214))
5. Circonscriptions administratives des régions au 1er janvier 2009 ([http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=99&ref\\_id=CMRSOS01208](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=99&ref_id=CMRSOS01208)) .
  6. Finances publiques ([http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous\\_theme=6&nivgeo=0&type=2](http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=6&nivgeo=0&type=2))
  7. La dette publique s'établit à 1 457,4 milliards d'euros (<http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40&date=20091230>)
  8. Bilan démographique 2009 ([http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref\\_id=ip1276#inter1](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1276#inter1))
  9. Évolution générale de la situation démographique, France métropolitaine ([http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=bilan-](http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=bilan-demo&page=donnees-detaillees/bilan-demo/pop_age3c.htm)
  10. Le recensement de la population en bref ([http://www.insee.fr/fr/recensement/nouv\\_recens/vous/generalites.htm](http://www.insee.fr/fr/recensement/nouv_recens/vous/generalites.htm)) .
  11. Bilan démographique 2009 - Évolution de la situation démographique, France entière ([http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=bilan-](http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=bilan-demo&page=donnees-detaillees/bilan-demo/pop_age3c.htm)
  12. Enquêtes annuelles de recensement 2004 et 2005 - Près de 5 millions d'immigrés à la mi-2004 (<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1098/ip1098.html>)
  13. Naissances et fécondité en France ([http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=bilan-](http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=bilan-demo&page=donnees-detaillees/bilan-demo/pop_age3c.htm)
  14. Interruptions volontaires de grossesse ([http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=NATnon06223](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon06223))
  15. Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) ([http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?ref\\_id=NATnon1](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?ref_id=NATnon1)
  16. Le chômage marque le pas au troisième trimestre 2009 (<http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=14&date=20091203>)
  17. Statut et type de contrat selon l'âge ([http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=NATnon03241](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon03241))
  18. Production et consommation d'électricité ([http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=NATTEF11309](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF11309))
  19. Répartition des logements selon leur catégorie et le type de logement ([http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=NATFPS05201](http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATFPS05201))

## ■ Autres

1. **(en)** Country comparison : Population (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2119rank.html>) sur *the CIA World Factbook*. Consulté le 15 septembre 2010
2. **(fr)** Rapport sur le développement humain 2010 des Nations Unies. Tableau 1 p. 167 ([http://hdr.undp.org/en/media/HDR\\_2010\\_FR\\_Tables.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2010_FR_Tables.pdf)) , 2010 [pdf]
3. Existe-t-il différents types de collectivités en outre-mer ? ([http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/collectivites-territoriales/outre-mer/existe-t-il-differents-types-collectivites-outre-](http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/collectivites-territoriales/outre-mer/existe-t-il-differents-types-collectivites-outre-mer.html)
4. **(en)** France (<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/fr.html>) sur *the CIA World Factbook*. Consulté le 15 septembre 2010. Voir l'article Liste des pays par superficie.
5. La France veut accroître son domaine maritime ([http://www.lefigaro.fr/international/20060821.FIG000000180\\_la\\_france\\_vu\\_dun\\_cotele\\_21\\_aoit2006](http://www.lefigaro.fr/international/20060821.FIG000000180_la_france_vu_dun_cotele_21_aoit2006), 21 août 2006. Consulté le 25 février 2010
6. [pdf] Commission européenne — Direction générale de la pêche et des affaires maritimes, « Politique maritime de l'UE : Faits et chiffres – France ([http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/pdf/country\\_factsheets/france\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/pdf/country_factsheets/france_fr.pdf)) » sur *ec.europa.eu*. Consulté le 24 mai 2010
7. L'altitude du Mont Blanc reste stable (<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/11/05/01011-20091105FILWWW01-altitude-du-mont-blanc-reste-stable.php>) sur *Le Figaro.fr*, 5 novembre 2009. Consulté le 2 avril 2010
8. Vos questions sur le climat (<http://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosclim/questcli/suite/OceanRep.htm>) sur *cnrs.fr*, 2 avril 2010

9. Géographie (<http://www.tourisme-guyane.com/incroyable-guyane/geographie.html>) sur *tourisme-guyane.com*. Consulté le 2 avril 2010
10. Questions courantes (<http://www.st-pierre-et-miquelon.com/francais/questions.php>) sur *st-pierre-et-miquelon.com*. Consulté le 2 avril 2010
11. Terres australes et antarctiques françaises (<http://www.tlq.ulaval.ca/axl/pacifique/Kerguelen.htm>) sur *tlq.ulaval.ca*. Consulté le 2 avril 2010
12. Les valeurs concernant les précipitations, l'ensoleillement et la neige en France métropolitaine (Corse comprise) sont issus de L'encyclopédie des villes de France de *l'internaute* (<http://www.linternaute.com/ville/>), section « climat » de la base de données concernant chaque ville. Les valeurs de température moyenne en janvier et juillet en France métropolitaine, ainsi que toutes les valeurs concernant l'outre-mer et les villes non françaises, sont issus de la base de données climatiques du site *levoyageur.net* (<http://www.levoyageur.net/climat.php>). Pour les grandes villes, les valeurs peuvent légèrement varier selon la station météo considérée (par exemple, celle du centre-ville ou celle de l'aéroport).
13. Institut français de l'environnement, *L'environnement en France*, La Découverte, Paris, 1998 (ISBN 2-7071-2894-5), p. 110
14. Institut français de l'environnement, *op.cit.*, p.365-367.
15. [pdf] Les parcs naturels régionaux : 40 ans d'histoire ... ([http://www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr/upload/doc\\_telechargement/grandes/Histoire-40%20ans.pdf](http://www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr/upload/doc_telechargement/grandes/Histoire-40%20ans.pdf)) sur *parcs-naturels-regionaux.tm.fr*. Consulté le 5 avril 2010
16. [pdf] Parcs naturels régionaux de France, « Données de base Parcs naturels régionaux » ([http://www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr/upload/doc\\_telechargement/grandes/Donnees%20PNR%20%20aout%202007.pdf](http://www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr/upload/doc_telechargement/grandes/Donnees%20PNR%20%20aout%202007.pdf)) », mis à jour le 28 août 2007. Consulté le 5 avril 2010
17. (en) United Nations Statistics Division, « Carbon dioxide emissions (CO2), metric tons of CO2 per capita (CDIAC) » (<http://mdgs.un.org/unsd/mdg/SeriesDetail.aspx?srid=751&crd=>) » sur *mdgs.un.org*. Consulté le 5 avril 2010
18. L'environnement en France - Édition 2010 ([http://www.stats.environnement.developpementdurable.gouv.fr/uploads/media/rece2010\\_Environnement\\_en\\_France.pdf](http://www.stats.environnement.developpementdurable.gouv.fr/uploads/media/rece2010_Environnement_en_France.pdf)) - COLL. Références Commissariat général au développement durable, juin 2010 par le service de l'observation et des statistiques (<http://www.statistiques.developpementdurable.gouv.fr>)
19. Daniel Noin, *L'espace français*, Armand Colin, coll. « Cursus », Paris, 1995 (ISBN 2-200-21638-6), p. 126
20. Les dynamiques de l'espace français (4) (<http://histoire-geographie.ac-dijon.fr/SIG/Carto/carte/Pedago/France/France4.htm>) sur *ac-dijon.fr*. Consulté le 31 mars 2010
21. Inauguration du tunnel sous la Manche ([http://www.linternaute.com/histoire/jour/evenement/6/5/1/a/51049/inauguration\\_du\\_tunnel\\_sous\\_la\\_manche](http://www.linternaute.com/histoire/jour/evenement/6/5/1/a/51049/inauguration_du_tunnel_sous_la_manche)) sur *linternaute.com*. Consulté le 25 mai 2010
22. Daniel Noin, *op.cit.*, p.90-91.
23. [pdf] Emmanuel Caicedo, Carlo Colussi, Karine Gormon, Françoise Jacquesson, Guillaume Wemelbeke et Frédéric Boccara (SOeS), « En 2007, hausse de la mobilité des voyageurs et des transports de marchandises » ([http://www.statistiques.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/SESP\\_EN\\_BREF\\_29\\_2\\_trai](http://www.statistiques.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/SESP_EN_BREF_29_2_trai)) sur *statistiques.equipement.gouv.fr*. Consulté le 24 janvier 2010
24. [pdf] Les comptes des transports en 2008 ([http://www.statistiques.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/20090902\\_-\\_Tome\\_1\\_CCTN\\_cle79871a](http://www.statistiques.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/20090902_-_Tome_1_CCTN_cle79871a)) sur *equipement.gouv.fr*, 2008. Consulté le 24 février 2010
25. Un réseau étendu (<http://www.rff.fr/fr/le-reseau/actuel/etendu-317>) sur *rff.fr*, 2009. Consulté le 24 janvier 2010
26. Clive Lamming, *Larousse des trains et du chemin de fer*, Larousse, Paris, 2005 [détail des éditions], p. 72-81
27. Jean Tricoire, *Un siècle de métro en 14 lignes*, La Vie du Rail, Paris, 2004 [détail des éditions], p. 17 et 28
28. Union des aéroports français, « Statistiques de trafic 2008 » ([http://www.aeroport.fr/fichiers/stats\\_2008.pdf](http://www.aeroport.fr/fichiers/stats_2008.pdf)) » sur *www.aeroport.fr*. Consulté le 15 février 2010
29. (en) Association internationale du transport aérien, « Scheduled Passenger - Kilometres Flown » (<http://www.iata.org/ps/publications/wats-passenger-km.htm>) » sur *iata.org*, 2008. Consulté le 25 février 2010
30. (en) World port rankings 2007 (<http://aapa.files.cms-plus.com/Statistics/WorldPORTRANKINGS2007>), 2007. Consulté le 25 février 2010
31. Datation des figures de Lascaux

- ([http://www.lascaux.culture.fr/index.php?fichier=04\\_06.xml](http://www.lascaux.culture.fr/index.php?fichier=04_06.xml)) sur [lascaux.culture.fr](http://www.lascaux.culture.fr). Consulté le 12 janvier 2010
32. Bartolomé Bennassar et Jean Jacquart, *Le 16<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, coll. « U », Paris, 2002 (ISBN 978-2-200-25275-5), p. 240-244.
  33. Bartolomé Bennassar et Jean Jacquart, *op. cit.*, p.179-184.
  34. Bartolomé Bennassar et Jean Jacquart, *op. cit.*, p.83-85.
  35. Bartolomé Bennassar et Jean Jacquart, *op. cit.*, p.296-305.
  36. Pierre Milza, *De Versailles à Berlin, 1919-1945*, Armand Colin, coll. « U », Paris, 2003 (ISBN 2-200-01683-2), p. 167.
  37. Pierre Milza, *op. cit.*, p.168-176.
  38. Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, vol. III, Gallimard, coll. « Folio », 2006, p. 2273
  39. Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses : Ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, Paris, 1979, 300 p.
  40. L'abolition de la peine de mort en France (<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/abolition-peine-mort/index.shtml>) sur [LaDocumentationFrançaise.fr](http://www.LaDocumentationFrançaise.fr), 2002. Consulté le 11 janvier 2010
  41. L'euro, monnaie unique européenne (<http://www.gralon.net/articles/economie-et-finance/bourse/article-l-euro--monnaie-unique-europeenne-949.htm>) sur [Gralon.net](http://www.Gralon.net), 2007. Consulté le 11 janvier 2010
  42. Jean-Luc Parodi, « Sur quelques énigmes des élections françaises du printemps 2002 (<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2002-5-page-483.htm>) », *Revue française de science politique*. Consulté le 11 janvier 2010
  43. Dominique de Villepin, Premier ministre français (<http://www.droitpublic.net/spip.php?article570>) sur [DroitPublic.net](http://www.DroitPublic.net). Consulté le 11 janvier 2010
  44. Dominique Reynié, « 29 mai 2005, un paysage dynamité ([http://www.constitution-europeenne.info/special/france\\_analyse.pdf](http://www.constitution-europeenne.info/special/france_analyse.pdf)) » sur [constitution-europeenne.info](http://www.constitution-europeenne.info). Consulté le 11 janvier 2010
  45. Clichy-sous-Bois : heure par heure (<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/20051103.OBS4071/>) sur [NouvelObs.com](http://www.NouvelObs.com), 3 novembre 2005. Consulté le 11 janvier 2010
  46. (en) Patrice de Beer, « Nicolas Sarkozy, rupture et ouverture ([http://www.opendemocracy.net/globalisation/institutions\\_government/sarkozy\\_ouverture](http://www.opendemocracy.net/globalisation/institutions_government/sarkozy_ouverture)) » sur [opendemocracy.net](http://www.opendemocracy.net), 31 juillet 2007. Consulté le 11 janvier 2010
  47. Collection de textes sur la crise économique de 2008-2009 (<http://citoyen.eu.org/crise/economique>)
  48. Le député ([http://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/travail\\_depute.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/connaissance/travail_depute.asp)) sur [assemblee-nationale.fr](http://www.assemblee-nationale.fr). Consulté le 27 février 2010
  49. Mode d'élection des sénateurs (<http://www.senat.fr/role/senate.html>) sur [senat.fr](http://www.senat.fr). Consulté le 27 février 2010
  50. Les institutions (<http://www.elysee.fr/lapresidence/index.php?mode=institution>) sur [elysee.fr](http://www.elysee.fr). Consulté le 27 février 2010
  51. Article 17 de la constitution du 4 octobre 1958 (<http://www.legifrance.gouv.fr/html/constitution/constitution2.htm>) sur
  - [Légifrance](http://www.Légifrance). Consulté le 18 septembre 2010
  52. Systèmes de droit civil et systèmes mixtes avec tradition civiliste (<http://www.juriglobe.ca/tra/sys-juri/class-poli/droit-civil.php>) sur [juriglobe.ca](http://www.juriglobe.ca). Consulté le 7 septembre 2010
  53. Article 542 du Code de procédure civile (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITART000006-dateTexte=20100227>) sur [Légifrance](http://www.Légifrance). Consulté le 27 février 2010
  54. La décentralisation : Acte II (<http://www.vie-publique.fr/actualite/dossier/decentralisation-acte2/decentralisation-acte-ii.html>) sur [vie-publique.fr](http://www.vie-publique.fr), 17 février 2005. Consulté le 28 février 2010
  55. [pdf] Comprendre les collectivités territoriales ([http://www.cyber-base.org/cyberbase/content/internaute/fichier/presse/presse\\_11.pdf](http://www.cyber-base.org/cyberbase/content/internaute/fichier/presse/presse_11.pdf)) sur [cyber-base.org](http://www.cyber-base.org). Consulté le 28 février 2010
  56. Catherine Gouëset, « Chronologie de la réforme des collectivités territoriales ([http://www.lexpress.fr/region/chronologie-de-la-reforme-des-collectivites-territoriales\\_795903.html](http://www.lexpress.fr/region/chronologie-de-la-reforme-des-collectivites-territoriales_795903.html)) » sur [lexpress.fr](http://www.lexpress.fr), 3 février 2010. Consulté le 28 février 2010
  57. Existe-t-il différents types de collectivités en outre-mer ? (<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/collectivites-territoriales/outre-mer/existe-t-il-differents-types-collectivites-outre-mer.html>) sur [vie-publique.fr](http://www.vie-publique.fr). Consulté le 28 février 2010
  58. AP, « Outre-mer : 200 à 250 millions d'euros d'aides de l'État (<http://tempsreel.nouvelobs.com>



- /speciales  
/guadeloupe\_dom\_la\_crise  
/20090305.OBS7367  
/outremer\_200\_a\_250\_millions\_euros (http://www.ladocumentationfrancaise.fr/repertoire-de-base/ouvrages/2009-03-05-07367) sur *nouvelobs.com*, 5 mars 2009. Consulté le 28 février 2010
59. Qu'est-ce qu'un département d'outre-mer et une région d'outre-mer ?  
(http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/collectivites-territoriales/outre-mer/qu-est-ce-qu-departement-outre-mer-region-outre-mer.html) sur *vie-publique.fr*. Consulté le 28 février 2010
60. La Politique régionale et les régions ultrapériphériques  
(http://ec.europa.eu/regional\_policy/themes/rup\_fr.htm) sur *ec.europa.eu*. Consulté le 28 février 2010
61. Les relations de l'UE avec les territoires d'outre-mer (PTOM) (http://ec.europa.eu/development/geographical/regionscountries/regionscountriesocts\_fr.cfm) sur *ec.europa.eu*. Consulté le 28 février 2010
62. Quels sont les statuts des collectivités d'outre-mer ?  
(http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/collectivites-territoriales/outre-mer/quels-sont-statuts-collectivites-outre-mer.html) sur *vie-publique.fr*. Consulté le 28 février 2010
63. Qu'en est-il de la Nouvelle-Calédonie et des TAAF ?  
(http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/collectivites-territoriales/outre-mer/qu-est-il-nouvelle-caledonie-taaf.html) sur *vie-publique.fr*. Consulté le 28 février 2010
64. Secrétariat d'État à l'outre-mer, « Clipperton  
(http://www.senat.fr/questions/base/2009/qSEQ090709607.html) » sur *senat.fr*, 2009. Consulté le 28 février 2010
65. Les élections présidentielles sous la Ve République, temps forts de la vie politique française (http://www.ladocumentationfrancaise.fr/repertoire-de-base/ouvrages/2009-03-05-07367) sur *ladocumentationfrancaise.fr*. Consulté le 1<sup>er</sup> mars 2010
66. Bruno Cautrès, « L'abstention  
(http://www.scienceshumaines.com/index.php?lg=fr&id\_dossier\_web=26&id\_article=4447) » sur *scienceshumaines.com*. Consulté le 2 mars 2010
67. Gérard Grunberg et Florence Haegel, *La France vers le bipartisme ? : La présidentialisation du PS et de l'UMP*, Presses de Sciences-Po, coll. « Nouveaux débats », 2007 (ISBN 978-2-7246-1010-9)
68. Partis politiques  
(http://www.lepolitique.com/partis/index.htm) sur *lepolitique.com*. Consulté le 2 mars 2010
69. Composition et effectif des groupes politiques  
(http://www.assemblee-nationale.fr/13/tribun/xml/effectifs\_groupes.asp) sur *assemblee-nationale.fr*. Consulté le 2 mars 2010
70. Liste des sénateurs par groupes politiques  
(http://www.senat.fr/listes/grp.html) sur *senat.fr*. Consulté le 2 mars 2010
71. Composition du nouveau Gouvernement  
(http://www.gouvernement.fr/premier-ministre/composition-du-nouveau-gouvernement) sur *gouvernement.fr*, 14 novembre 2010. Consulté le 16 novembre 2010
72. Le déficit public de la France s'élève à 7,9 % du PIB en 2009  
(http://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2010/01/20/le-deficit-public-de-la-france-s-eleve-a-7-9-du-pib-en-2009\_1294087\_1101386.html) sur *lemonde.fr*, 20 janvier 2010. Consulté le 5 mars 2010
73. [pdf] Projet de loi de finances pour 2009 - Rapport sur les prélèvements obligatoires et leur évolution, Annexe 3 : Liste des impôts et taxes constitutifs des prélèvements obligatoires en 2007  
(http://www.performance-publique.gouv.fr/fileadmin/medias/documents/ressources/PLF2009/RPO2009.pdf) sur *performance-publique.gouv.fr*. Consulté le 22 février 2010
74. [pdf] Les comptes de la Sécurité sociale  
(http://www.securite-sociale.fr/chiffres/ccss/2009/ccss200910.pdf) sur *securite-sociale.fr*, octobre 2009, p. 8. Consulté le 5 mars 2010
75. Les Cahiers français, « La Conférence d'examen du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (24 avril - 19 mai 2000, New York)  
(http://www.ladocumentation/dossiers/non-proliferation-nucleaire-desarmement/traita-non-proliferation.shtml) » sur *ladocumentationfrancaise.fr*. Consulté le 3 mars 2010
76. [pdf] Organisation du traité de l'Atlantique Nord, « Compendium Otan-Russie sur les données économiques et financières concernant la défense (http://www.nato.int/docu/pr/2005/p05-161.pdf) » sur *nato.int*, 8 décembre 2005, p. 7. Consulté le 3 mars 2010
77. [pdf] Ministère de la Défense, « Budget de la Défense - Les 10 principales mesures et chiffres clés pour 2010  
(http://www.defense.gouv.fr/defense/content/download/162068/1397838/file/PLF-MINDEF-

- 2010-10POINTS.pdf) » sur *defense.gouv.fr*. Consulté le 3 mars 2010
78. Ministère de la Défense, « Personnel militaire ([http://www.defense.gouv.fr/defense/le\\_ministere/organisation\\_et\\_missions/organisation/effectifs/militaires/personnel\\_militaire](http://www.defense.gouv.fr/defense/le_ministere/organisation_et_missions/organisation/effectifs/militaires/personnel_militaire)) » sur *defense.gouv.fr*, 2006. Consulté le 3 mars 2010
79. Ministère de la Défense, « Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) ([http://www.defense.gouv.fr/japd/parcours\\_citoyennete/journee\\_d\\_appel\\_de\\_preparation\\_a\\_la\\_defense](http://www.defense.gouv.fr/japd/parcours_citoyennete/journee_d_appel_de_preparation_a_la_defense)) » sur *defense.gouv.fr*. Consulté le 3 mars 2010
80. [pdf] Carte des forces françaises déployées en opérations extérieures (<http://www.defense.gouv.fr/ema/content/download/173748/1489665/file/Carte%20opex%20%C3%A9tranger%202010.pdf>) sur *defense.gouv.fr*, février 2010. Consulté le 3 mars 2010
81. Forces de présence ([http://www.defense.gouv.fr/ema/forces\\_interarmees/forces\\_de\\_presence](http://www.defense.gouv.fr/ema/forces_interarmees/forces_de_presence)) sur *defense.gouv.fr*. Consulté le 3 mars 2010
82. Forces de souveraineté ([http://www.defense.gouv.fr/ema/forces\\_interarmees/forces\\_de\\_souverainete](http://www.defense.gouv.fr/ema/forces_interarmees/forces_de_souverainete)) sur *defense.gouv.fr*. Consulté le 3 mars 2010
83. Vigipirate ([http://www.defense.gouv.fr/ema/forces\\_interarmees/missions\\_interieures/vigipirate/vigipirate](http://www.defense.gouv.fr/ema/forces_interarmees/missions_interieures/vigipirate/vigipirate)) sur *defense.gouv.fr*. Consulté le 3 mars 2010
84. Paul F. Smets (dir.) et Mathieu Ryckewaert (dir.), *Les Pères de l'Europe : cinquante ans après, perspectives sur l'engagement européen*, Émile Bruylant, coll. « Bibliothèque de la Fondation Paul-Henri Spaak », Bruxelles, 2001 (ISBN 978-2802714439)
85. Gérard Bossuat, *Les fondateurs de l'Europe Unie*, Belin, coll. « Belin sup », Paris, 2001, 286 p. (ISBN 978-2701129624)
86. Du traité de Rome au projet de traité constitutionnel européen : les apports des traités (<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/traites-rome-50e-anniversaire/traites.shtml>) sur *ladocumentationfrancaise.fr*. Consulté le 10 mars 2010
87. Philippe Buton, « La CED, l'Europe et le refus de la Quatrième République ? » ([http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=VING&ID\\_NUMPUBLIE=VIN\\_084&ID\\_ARTICLE=VING\\_084\\_0043&FRM=B](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=VING&ID_NUMPUBLIE=VIN_084&ID_ARTICLE=VING_084_0043&FRM=B)) » sur *cairn.info*, Vingtième Siècle. Revue d'histoire, avril 2004, p. 43-59. Consulté le 10 mars 2010
88. (en) « Europe's single market under threat », *The Economist*, rubrique « Charlemagne », 12 novembre 2009 ([http://www.economist.com/world/europe/displaystory.cfm?story\\_id=14843915](http://www.economist.com/world/europe/displaystory.cfm?story_id=14843915))
89. La Politique agricole commune, PAC (<http://www.touteurope.fr/fr/actions/economie/agriculture-peche/presentation/la-politique-agricole-commune-pac.html>) sur *touteurope.fr*. Consulté le 10 mars 2010
90. Isabelle Lasserre, « Quand Mitterrand, déjà, négociait le retour dans l'Otan » (<http://www.lefigaro.fr/international/2009/03/11/01003-20090311ARTFIG00073-quand-mitterrand-deja-negociait-le-retour-dans-l-otan.php>) » sur *lefigaro.fr*, 10 mars 2009. Consulté le 10 mars 2010
91. Freddy Eytan, *La France, Israël et les Arabes : le double jeu ?*, Picollec, Paris, 2004, 560 p. (ISBN 978-2864772118)
92. Ministère des Affaires étrangères, « Ambassades et consulats ([http://www.diplomatie.gouv.fr/ministere\\_817/ambassades-consulats\\_814/index.html#sommaire\\_3](http://www.diplomatie.gouv.fr/ministere_817/ambassades-consulats_814/index.html#sommaire_3)) » sur *diplomatie.gouv.fr*. Consulté le 28 février 2010
93. [pdf] Agence française de développement, « Rapport annuel 2008 ([http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/users/administrateur/public/Rapports\\_Annuels/Rapport-annuel\\_2008\\_VF.pdf](http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/users/administrateur/public/Rapports_Annuels/Rapport-annuel_2008_VF.pdf)) » ». Consulté le 10 mars 2010
94. [pdf] OCDE, « Aide publique au développement nette en 2007 (<http://www.oecd.org/dataoecd/27/33/40381927.pdf>) » sur *oecd.org*. Consulté le 10 mars 2010
95. Article 2 de la Constitution de 1958 ([http://fr.wikisource.org/wiki/Constitution\\_de\\_1958\\_](http://fr.wikisource.org/wiki/Constitution_de_1958_)) sur *Wikisource*. Consulté le 27 février 2010
96. Faut-il changer la Marseillaise ? - Archives de l' (<http://www.ina.fr/art-et-culture/musique/video/CAC93049724/faut-il-changer-la-marseillaise.fr.html>) INA, journal télévisé France 3 (19/20) du 13 juillet 1990 sur *ina.fr*. Consulté le 27 février 2010
97. Marianne ([http://www.elysee.fr/elysee/francais/les\\_symboles\\_de\\_la\\_republi/marianne](http://www.elysee.fr/elysee/francais/les_symboles_de_la_republi/marianne)) sur *elysee.fr*. Consulté le 27 février 2010
98. France : Jacques Dupaquier, *Histoire de la population française*, Paris, PUF, 1988, et Évolution de la population

- de la France métropolitaine ([http://www.indices.insee.fr/bswb/servlet/bswb?action=BS\\_SERIE&BS\\_IDBANK=043638781&BS\\_IDARBO=01000000000000](http://www.indices.insee.fr/bswb/servlet/bswb?action=BS_SERIE&BS_IDBANK=043638781&BS_IDARBO=01000000000000)) sur *insee.fr*. Consulté le 31 janvier 2010
- Allemagne : destatis.de (<http://destatis.de>)
  - Royaume-Uni : Office for National Statistics (<http://www.statistics.gov.uk/CCI/nscl.asp?ID=7589>)
99. (en) World POPClock Projection (<http://www.census.gov/ipc/www/popclockworld.html>) sur *U.S. Census Bureau*. Consulté le 1<sup>er</sup> février 2010
  100. Gérard Noiriel, *Atlas de l'immigration en France (2002)*, éd. Autrement, 2002, p. 11
  101. Les immigrés constituent 11% de la population française (<http://lci.tfl.fr/france/societe/2010-11/les-immigres-constituent-11-de-la-population-francaise-6161732.html>), TFI, Alexandra Guillet, le 24 novembre 2010, source : Ined
  102. Être né en France d'un parent immigré (<http://www.scribd.com/doc/29283514/INSEE-Ne-en-France-d-un-parent-immigre-Mars-2010>), Insee Première, N° 1287, mars 2010, Catherine Borel et Bertrand Lhommeau, Insee
  103. Taux de fertilité en Europe (<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&language=fr&pcode=tsdde220&plugin=1>), Eurostat. Consulté le 26 janvier 2010
  104. La loi constitutionnelle du 25 juin 1992 (<http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=JUSX920007213>)
  105. La politique linguistique du français ([http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/Europe/france-2politik\\_francais.htm](http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/Europe/france-2politik_francais.htm)) sur *tlfq.ulaval.ca*. Consulté le 12 septembre 2010
  106. Bernard Cerquiglini, « Les langues de la France — Rapport au Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie, et à la Ministre de la Culture et de la Communication ([http://www.culture.gouv.fr/culture/dglt/lang-reg/rapport\\_cerquiglini/langues-france.html#ancr84582](http://www.culture.gouv.fr/culture/dglt/lang-reg/rapport_cerquiglini/langues-france.html#ancr84582)) » sur *culture.gouv.fr*, avril 1999. Consulté le 12 septembre 2010
  107. Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État ([http://fr.wikisource.org/wiki/Loi\\_du\\_9\\_d%C3%A9cembre\\_1905\\_concernant\\_la\\_s%C3%A9paration\\_des\\_%C3%89glises\\_et\\_de\\_l\\_%C3%89tat](http://fr.wikisource.org/wiki/Loi_du_9_d%C3%A9cembre_1905_concernant_la_s%C3%A9paration_des_%C3%89glises_et_de_l_%C3%89tat)) sur *fr.wikisource.org*. Consulté le 23 février 2010
  108. Loi n°2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics (<http://www.legifrance.gouv.fr/texteconsolide/MENX0400001L>)
  109. [http://www.spiritualite-chretienne.com/France/fille\_ainee.html France Fille aînée de l'Eglise] sur *spiritualite-chretienne.com*. Consulté le 23 février 2010
  110. Sondage CSA réalisé en octobre 2006 sur un échantillon représentatif de plus de 2000 personnes (<http://www.csa.eu/dataset/data2006/opi20061025d-portrait-des-catholiques.htm>)
  111. Sondage publié en janvier 2007 dans *Le Monde* des religions
  112. Sondage CSA : *Portrait des Catholiques* 25/10/2006 (<http://www.csa.eu/dataset/data2006/opi20061025d-portrait-des-catholiques.htm>)
  113. [pdf] *Les Français et leurs croyances* ([http://medias.lemonde.fr/medias/pdf\\_obj/sondage030416.pdf](http://medias.lemonde.fr/medias/pdf_obj/sondage030416.pdf)), sondage réalisé en mars 2003 pour *Le Monde* et *La Croix*.
  114. *La Vie*, n° 3209, du 1<sup>er</sup> mars 2007
  115. Les collectivités territoriales (<http://education.gouv.fr/cid237/les-collectivites-territoriales.html>) sur *education.gouv.fr*. Consulté le 22 février 2010
  116. L'école maternelle (<http://education.gouv.fr/cid166/l-ecole-maternelle.html>) sur *education.gouv.fr*. Consulté le 22 février 2010
  117. L'école élémentaire (<http://education.gouv.fr/cid213/l-ecole-elementaire.html>) sur *education.gouv.fr*. Consulté le 22 février 2010
  118. Le collège (<http://education.gouv.fr/cid214/le-college.html>) sur *education.gouv.fr*. Consulté le 22 février 2010
  119. Le lycée (<http://education.gouv.fr/cid215/le-lycee.html>) sur *education.gouv.fr*. Consulté le 22 février 2010
  120. L'enseignement supérieur (<http://education.gouv.fr/cid26/l-enseignement-superieur.html>) sur *education.gouv.fr*. Consulté le 22 février 2010
  121. Les établissements d'enseignement privés (<http://education.gouv.fr/cid251/les-etablissements-d-enseignement-privés.html>) sur *education.gouv.fr*. Consulté le 22 février 2010
  122. « La France paralysée devant ses mauvais résultats scolaires (<http://www.lemonde.fr/societe/article/2007/12/04/la-france-paralysée->



- /article/2009/04/24/pourquoi-les-francais-font-ils-toujours-greve) » sur *courrierinternational.com*, 24 avril 2009. Consulté le 2 mars 2010
142. Jean-Benoît Nadeau et Julie Barlow, *Pas si fous, ces Français !*, Points Seuil, 2006 (ISBN 978-2757801529), cité par Annet Sauty de Chalon, « Pas si fous ces Français ! » (<http://www.canalacademie.com/Les-mythes-et-les-realites-de-l.html>) » sur *canalacademie.com*, 27 septembre 2006. Consulté le 2 mars 2010
143. Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 (Loi relative au contrat d'association) (<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006063579&dateTexte=vig>)
144. Jean-Michel Lamarque et Olivier Clodong, *Pourquoi les Français sont les moins fréquentables de la planète*, Eyrolles, Paris, 2005 (ISBN 978-2708133365), p. 1 à 7
145. Pierre Verluise, « Quel caractère dominant les étrangers s'accordent-ils à attribuer aux Français, voire à la France ? » (<http://www.diploweb.com/france/23.htm>) » sur *diploweb.com*, janvier 2001. Consulté le 7 septembre 2010
146. Expedia dresse le portrait des touristes européens ([http://www.tourmag.com/Expedia-dresse-le-portrait-des-touristes-europeens\\_a19934.html](http://www.tourmag.com/Expedia-dresse-le-portrait-des-touristes-europeens_a19934.html)) sur *tourmag.com*, 23 mai 2007. Consulté le 7 septembre 2010
147. Pierre Verluise, « Comment la France est-elle perçue aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne, en Europe de l'Est et en Afrique ? » (<http://www.diploweb.com/france/24.htm>) » sur *diploweb.com*, janvier 2001. Consulté le 7 septembre 2010
148. Centre d'analyse stratégique, « Sortie de crise : vers l'émergence de nouveaux modèles de croissance ? » (<http://www.lesechos.fr/médias/2009/1021//300384452.pdf>) » sur *lesechos.fr*, octobre 2009, p. 45. Consulté le 9 avril 2010
149. (en) [pdf] Programme des Nations-Unies pour le Développement, « Human Development Report 2009 » ([http://hdr.undp.org/en/media/HDR\\_2009\\_EN\\_Complete.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2009_EN_Complete.pdf)) » sur *hdr.undp.org*. Consulté le 29 mars 2010
150. [pdf] Cour des Comptes, « Les effectifs de l'État — 1980-2008 » (<http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/000006063579>) », 9 décembre 2009. Consulté le 20 septembre 2010
151. Daniel Cohen, *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Seuil, Paris, 2006
152. Régis Genté, « Le Kazakhstan se rêve en leader mondial de l'uranium » (<http://www.lefigaro.fr/matieres-premieres/2008/02/08/04012-20080208ARTFIG00411-le-kazakhstan-se-reve-en-leader-mondial-de-l-uranium-.php>) » sur *lefigaro.fr*, 8 février 2008. Consulté le 4 avril 2010
153. L'Oréal abaisse sa prévision de croissance à données comparables pour 2008 (<http://www.daily-bourse.fr/l-oreal-abaisse-sa-prevision-de-croissance-a-donne-comparables-pour-2008>) sur *daily-bourse.fr*, 17 juillet 2008. Consulté le 4 avril 2010
154. Michelin : de la balle de caoutchouc au roi du pneumatique ([http://www.lefigaro.fr/societes-familiales/20070619.WWW00000375\\_michelin/](http://www.lefigaro.fr/societes-familiales/20070619.WWW00000375_michelin/)) sur *lefigaro.fr*, 19 juin 2007. Consulté le 4 avril 2010
155. DGEMP-DIREM, BEPH, « Les repères sur l'exploration et la production de pétrole et de gaz en France » (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/energie/petrole/beph-reperes.htm>) » sur *developpement-durable.gouv.fr*, novembre 2007. Consulté le 4 avril 2010
156. (en) Global 500 ([http://money.cnn.com/magazines/fortune/global500/2009/full\\_list/](http://money.cnn.com/magazines/fortune/global500/2009/full_list/)) sur *money.cnn.com*, 2009. Consulté le 4 avril 2010
157. [pdf] Chiffres clés de l'énergie (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Repere.pdf>) sur *developpement-durable.gouv.fr*, 2009, p. 5. Consulté le 4 avril 2010
158. Autorité de sûreté nucléaire, « La sûreté nucléaire et la radioprotection en France en 2008 » (<http://asn.fr/index.php/S-informer/Publications/Rapport-annuel-de-l-ASN/La-surete-nucleaire-et-la-radioprotection-en-France-en-2008>) » sur *asn.fr*. Consulté le 4 avril 2010
159. Voir par exemple le site du réseau Sortir du nucléaire (<http://www.sortirduucleaire.org>)
160. [pdf] Chiffres-clés du tourisme ([http://www.tourisme.gouv.fr/stat\\_etudes/c\\_cles/chiffres\\_cles08\\_fr.pdf](http://www.tourisme.gouv.fr/stat_etudes/c_cles/chiffres_cles08_fr.pdf)) sur *tourisme.gouv.fr*, 2008. Consulté le 5 avril 2010
161. (en) [pdf] Themed Entertainment Association, « Attraction Attendance Report » (<http://www.inparkmagazine.com/2007Report.pdf>) » sur *inparkmagazine.com*, p. 11. Consulté le 5 avril 2010
162. [pdf] Sites touristiques en France ([http://www.tourisme.gouv.fr/statistiques/les-sites-touristiques\\_dune](http://www.tourisme.gouv.fr/statistiques/les-sites-touristiques_dune))



- Most Tasty Cuisines in the World  
(<http://blog.hotelclub.com/top-10-international-cuisine/>) » sur *hotelclub.com*. Consulté le 14 juin 2010
186. Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité s'enrichit de 46 nouveaux éléments  
([http://www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/forty\\_six\\_new\\_elements\\_added\\_to\\_representative\\_list\\_of\\_intangible\\_cultural\\_heritage/](http://www.unesco.org/new/fr/media-services/single-view/news/forty_six_new_elements_added_to_representative_list_of_intangible_cultural_heritage/))
187. Frédéric Gimello-Mesplomb, « L'État et la politique culturelle, cours à l'université de Metz » ([http://fgimello.free.fr/enseignements/metz/institutions\\_culturelles/etat\\_politique\\_culturelle.htm](http://fgimello.free.fr/enseignements/metz/institutions_culturelles/etat_politique_culturelle.htm)) » sur *fgimello.free.fr*. Consulté le 12 juin 2010
188. Organisation internationale de la francophonie, « Qui sommes-nous ? » (<http://www.francophonie.org/Qui-sommes-nous.html>) » sur *francophonie.org*. Consulté le 12 juin 2010
189. *France Alliance*, « France intangible cultural heritage », sur *francaisdu monde* (<http://www.fondation-alliancefr.org>)
- /spip.php?rubrique1) sur *fondation-alliancefr.org*. Consulté le 12 juin 2010
190. Missions, actions, moyens ([http://www.aefe.fr/textes.php/Missions\\_actions\\_moyens](http://www.aefe.fr/textes.php/Missions_actions_moyens)) sur *aefe.fr*. Consulté le 12 juin 2010
191. TV5, France 24, RFI : quel avenir pour l'audiovisuel francophone à l'étranger ? (<http://www.francaisdumonde.fr/infos-expatries-tv-france--rfi-quel-avenir-pour-l-audiovisuel-francophone-a-l-etranger--239.asp?l=1>) sur *francaisdumonde.com*. Consulté le 12 juin 2010

Ce document provient de « <http://fr.wikipedia.org/wiki/France> ».

Dernière modification de cette page le 18 janvier 2011 à 14:54.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons paternité partage à l'identique ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

Politique de confidentialité

À propos de Wikipédia

Avertissements